## **COMMUNICATIONS**

### Liste

- Présentation de la démarche de création de la plateforme FARMADA :
   « Un réseau national pour les acteurs de la FAR de Madagascar »
   par Serge Merison (diaporama)
- II. Présentation du contexte du réseau FAR en Côte d'Ivoire (FAR-CI):

  « Stratégies de génération d'un nouveau cycle d'activités pour mieux impacter le système politique de décision pour le développement de la FAR »

  par Michel Kraidy Kissy (texte suivi d'un diaporama)
- III. Grandes lignes de la présentation de la Plateforme nationale FAR-Sénégal :
  « 1997-2012 : Quinze d'évolution sporadique de la formation agricole et rurale au
  Sénégal »
  par Abdourahmane Faye (diaporama)
- IV. « Historique et premier bilan de l'accompagnement à l'émergence du Réseau FAR en Guinée » par Alphaba Bayo (texte suivi d'un diaporama)
- V. Synthèse de l'analyse comparée des processus de mise en œuvre et de transformation des dispositifs de formation agricole et rurale réalisée par le réseau FAR au Cameroun, à Madagascar et au Maroc. par Igor Besson (diaporama version longue)
- VI. Capitalisation d'expérience de la rénovation du dispositif de la formation agropastorale et rurale, 2008-2012 par Dominique Walch-Virgili (diaporama)
- VII. Présentation du programme AFOP et des premiers résultats par Pierre Blaise Ango (diaporama)





de Madagascar Jn Réseau national pour les Acteurs de la FAR

Identification du noyau technique FARMADA

participation du Réseau International FAR

Tenue de la réunion du comité de pilotage

du Réseau international FAR à Madagascar

☐ 2010 : Réalisation d'une 1<sup>e</sup> étude financée par le réseau FAR international sur « Les

dispositifs et les systèmes de financement

de la formation professionnelle et technique agricole et rurale » dans deux pays dont

Madagascar

- Tenue de l'atelier national de concertation

□ 2010:

sur la FAR à Madagascar avec la

☐ Depuis 2006 : Participation aux différents évènements internationaux (conférences, ateliers de réflexion, etc.)

Contexte général et historique (1/2)

□ 2005 : Madagascar, membre fondateur du

Réseau international FAR

# Pourquoi le réseau et quelle démarches?

- Favoriser les échanges et les partages entre les acteurs de la FAR
- Renforcer et mobiliser les compétences (interne, externe)
- concertation de janvier 2010
- nationale FAR

Elargissement du « noyau technique » et

révision du plan d'action

- Emergence de réseaux FAR régionaux à

Madagascar

□ 2012:

Démarche en cours pour le recrutement

d'un animateur national permanent





comparée des processus de mise en œuvre et de transformation des dispositifs de

FAR dans trois pays » dont Madagascar

Appui technique et financier du Réseau international FAR à l'émergence du

- Lancement officiel du réseau FARMADA

Réseau FARMADA

- Réalisation d'une 2e étude sur « l'analyse

2011:

Contexte général et historique (2/2)

- de la FAR à l'issue de l'atelier national de Soutenir les engagements des acteurs
- Constituer une force de proposition pour la mise en œuvre de la stratégie



# Présentation en séance plénière (20/11/12)

# Un réseau pour qui ?



Pour les acteurs impliqués directement ou indirectement dans la FAR (individus ou groupes):

- Les centres et établissements
- Les organisations professionnelles
- L'Etat et les collectivités territoriales décentralisées
- Le secteur privé et les organismes d'appui
- Les partenaires techniques et financiers

# GOUVERNANCE: Provisoire (2/4)

# ETAPE 2: Mars 2011

motivées et partageant les mêmes avec l'appui du réseau int'al FAR intérêts ont impulsé l'initiative pour: (« Noyau Technique ») Un groupe de huit personnes

- Identifier et organiser les actions préliminaires
- Élaborer un plan d'action pour le réseau FARMADA
- Réfléchir sur la structuration du réseau FARMADA

# GOUVERNANCE: Provisoire (1/4)

**ETAPE 1** : Janvier 2010

représentant les grands groupes d'acteurs de la FAR au niveau Un groupe de 12 personnes national chargé de :

concertées à l'issue de l'atelier - Capitaliser les dynamiques

- Réfléchir au processus de mise en place du réseau national

# GOUVERNANCE: Provisoire (3/4)

ETAPE 3: Octobre 2012

compétence) du noyau technique à la suite des recommandations de Elargissement (en nombre et "atelier de lancement :

- Représentation des réseaux régionaux
- Ouverture à des compétences externes

# GOUVERNANCE: Provisoire (4/4)

ETAPE 4: Novembre 2012

Réviser le plan d'action et début sa mise en œuvre :

- Recruter un animateur national permanent du réseau
  Préparer l'atelier national en
- décembre 2012 - Construire la légitimité du réseau national
- Préparer les rencontres avec les partenaires techniques et financiers en vue de leur appui aux activités de FARMADA



# Activités prévisionnelles en 2013

- Elaborer une cartographie des acteurs de la formation
- Organiser des ateliers et rencontres pour la mutualisation des compétences
- · Réaliser des actions communication et plaidoyer du FAR
- Diffuser des émissions à la radio à portée nationale
- Mettre en place d'un site web
- · Organiser un atelier national sur l'insertion des jeunes
- · Capitaliser les acquis du réseau FAR à travers des conférences
- · Formuler un document de référence nationale
- Organiser des salons d'orientations régionales
- Renforcer la capacité des acteurs sur le dispositif de formation
- Réaliser des Tournées régionales FAR (formation et information des membres à la base)

Association déclarée sous N° 1146 INT./DGAT./DAG./SDVA – JORCI du 26 novembre 2009. Siège social : locaux des Centres des Métiers Ruraux, Marcory zone 4 18 BP 2190 Abidjan. Tél. 21 24 16 02, email: reseaufarci@yahoo.fr

### Atelier FAR Yaoundé, novembre 2012

### Présentation du contexte du réseau FAR en Côte d'Ivoire (FAR-CI) :

Stratégies de génération d'un nouveau cycle d'activités pour mieux impacter le système politique de décisions pour le développement de la formation agricole et rurale

> Par Michel Kraidy KISSY, Secrétaire exécutif réseau FAR Côte d'Ivoire

Depuis août 2007 jusqu'à ce jour, en passant par novembre 2009, les professionnels de la formation et du développent rural ont œuvré pour la mise en place du réseau FAR Côte d'Ivoire, puis de l'association « Réseau FAR Côte d'Ivoire » (ou réseau FAR-CI).

Leur volonté était, de par leurs actions, d'agir pour contribuer aux plaidoyers en cours pour la reconnaissance de la formation agricole et rurale comme un instrument de renforcement des compétences des acteurs du développement rural.

Trois ans après la création de l'association, il a été nécessaire de développer un autre cycle d'activités et de donner une assise à l'association réseau FAR Côte d'Ivoire. Car comme tout système qui vit, le réseau a atteint sa première phase d'apogée et a commencé son évolution vers une crise.

Rappelons que toute association pour se développer prend appui sur deux chapitres d'activités : d'un côté, la gestion administrative de l'association (tenue des réunions statutaires) et de l'autre, un chapitre d'activités techniques objet de sa création.

Le dynamisme au niveau du chapitre d'activité traduit dans la réalité la situation virtuelle proclamée au travers de l'énoncée des objets et finalités de l'association.

Ce dynamisme est rendu possible par la qualité de l'engagement des membres et la qualité de la mobilisation des ressources de financement pour soutenir l'exécution des activités du réseau.

Une évaluation de la vie du réseau FAR-CI a été faite, au regard des indications de Paul Starkey, tirées de son livre *Réseau pour le Développement*<sup>1</sup>, et a permis de mettre en évidence les faiblesses que le premier cycle de fonctionnement à générées :

- La mobilisation de ressources pour soutenir les activités techniques du réseau s'est quasiment arrêtée; le contexte général de vie en post-crise électorale en Côte d'Ivoire a imposé aux structures en charge des départements, le redémarrage quasi simultané de tous les chantiers de développement en dormance depuis une décennie au moins. Les problématiques spécifiques n'étaient pas à leur agenda.
- Même si des démissions n'ont pas été constatées la courbe de la motivation des membres, après son premier apogée, affichait une tendance d'évolution vers sa première crise : les rencontres devenaient redondantes et le taux de participation de 80 à 100 % est passé sous la barre de 50 %.

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> Publié par le Forum International pour le Transport Rural et le Développement (IFRTD) en 1998.

- L'implication de plusieurs membres dirigeants du réseau dans les courants de redémarrage des activités en post crise a quasiment absorbé leur temps libre qu'ils accordaient au développement du réseau.

Il a été nécessaire, à partir de ces « contraintes-atouts », de penser une stratégie de génération d'un nouveau cycle d'activités pour mieux impacter le système politique de décision pour le développement de la FAR.

### Pour ce faire:

- Au niveau du Secrétariat exécutif du réseau FAR Côte d'Ivoire le nombre de membres est passé de onze à **quatre**. Initialement à partir des membres du secrétariat des groupes étaient constitués autour de thèmes de travail.
- Le **secrétaire exécutif du réseau FAR Côte d'Ivoire** est le Secrétaire Général de l'association déclarée « réseau FAR-CI ».
- Avec la structuration des compétences en domaines de compétences FAR, les collèges de professionnels ont été mis en place : un « Collège de professionnels » se compose de l'ensemble des membres du réseau qui œuvrent dans un domaine de compétence FAR donné.
- Pour plus d'engagement à l'action, un « **Comité Technique de Pilotage des Activités** » du réseau est créé. Ce Comité est animé par les collèges de professionnels. Il est dirigé, à tour de rôle, par les représentants des collèges. La durée des mandats est d'un an.

Ces axes de restructuration présente l'avantage de favoriser :

- (i) la rotation des responsabilités au sein du réseau,
- (ii) le maintien de l'engagement et la motivation des membres responsabilisés et
- (iii) l'amélioration de la production intellectuelle et la capitalisation des expériences des domaines de compétence FAR.

Afin de pouvoir contribuer plus efficacement au plaidoyer, un collège spécial, le « Collège des institutionnels en charge du plaidoyer et du lobbying politique », été mis en place. C'est une réponse à la question de savoir comment il va être possible à des groupes de techniciens d'impacter les systèmes politiques de décision sur le développement. C'est à la lumière de cette réflexion de Pierre Debouvry, ancien expert auprès de la Banque mondiale, lorsque le Président Adama Coulibaly, président fondateur du réseau FAR Côte d'ivoire, lui a annoncé, le 13 juillet 2007, la naissance du réseau FAR Côte d'Ivoire, que ce collège a été créé. Il disait ceci, entre autres choses : « ... mon autre souhait portera sur l'impact de ce nouveau dispositif sur les sphères de décision car jusqu'à ce jour, nous avons travaillé de manière trop confinée entre techniciens et il faut nécessairement ouvrir notre réflexion aux politiques et aux ministres concernés ».

Ainsi, les membres du collège des institutionnels seront les membres en mission dans les hautes instances de gouvernance de la république. La durée de leur mandat en qualité de membres de ce collège sera fonction de la durée de leur mission dans ces instances.

Leurs positionnements dans les instances politiques et administratives fait d'eux les meilleurs atouts pour porter la problématique de la FAR par le plaidoyer et le lobbying auprès des dirigeants politiques, des structures et des réseaux internationaux d'influence. Le **Président du réseau FAR Côte d'Ivoire** assure la présidence du Collège des Institutionnels en charge du plaidoyer et du lobbying politique.

Ainsi, le réseau FAR Côte d'Ivoire va pouvoir entamer un deuxième cycle d'évolution avec une trajectoire montante vers une nouvelle apogée.

# Schéma de fonctionnement du réseau FAR Côte d'Ivoire (FAR-CI) après restructuration

Dynamique de fonctionnent en réseau pour le développement rural Importants enjeux Actions pour produire des contributions Exístence d'expéríences en cours ou d'acquís d'expéríences achevées du Réseau FAR-CI Secrétariat exécutif professionnels Collège de professionnels Collège qe Comité Technique de Association Formation Agricole du Réseau FAR-CI et Rurale Côte d'Ivoire Pilotage des (Réseau FAR-CI) Collège profes-Activités sionnels qe BUREAU professionnels Collège de professionnels Collège de Lobbying et plaidoyers auprès de : le lobbying politique institutionnels pour - Dirigeants des structures - Dirigeants politiques - Réseaux d'influence professionnels Collège de Collège des de la formation agricole et rurale Problématique

Assocíatíon « Réseau Formatíon Agrícole et Rurale Côte d'I $\vee$ oíre » = un cadre de définítíon légale des actíons

Présentation en séance plénière (20/11/12)

Présentation du contexte général du réseau FAR en Côte d'Ivoire (FAR-CI) Stratégies de génération d'un nouveau cycle d'activités pour mieux impacter le système politique de décisions pour le développement de la formation agricole et rurale

Atelier FAR, Yaoundé, 20 novembre 2012

Parcours de formalisation du réseau (2/2)

- 2006-2007 : Actions pour la mise en œuvre du projet d'organisation de la plateforme autour de la problématique de la FAR en Côte d'Ivoire
- 2 août 2007 : Déclaration de l'association
- 20 novembre 2009 : Association « Réseau FAR Côte d'Ivoire » (ou « réseau FAR-CI ») agréée

# Parcours de formalisation du réseau (1/2)

- Prise de conscience de l'existence de la problématique formulée avec la participation à l'atelier de Ouagadougou en juin 2005.
- 12 juillet 2007 : Rencontre de partage au ministère de l'agriculture d'environ 80 cadres dirigeants de structures et projets concernés par le développement rural: mise en place d'un comité ad hoc d'organisation d'une plateforme

2

# Stratégie de développement de l'association

- Deux chapitres d'activités :
- (1) Gestion administrative de l'association (tenue des réunions statutaires)
- (2) Développement d'activités techniques, objet de la création de l'association
- Exigence:

Le dynamisme au niveau du chapitre « développement d'activités techniques » traduit dans la réalité la situation virtuelle proclamée au travers de l'énoncé des objets et finalités de l'association.

.

# Présentation en séance plénière (20/11/12)

# Résultat de la stratégie et nécessité d'évaluation

- Juillet 2007 à juin 2010 (3 ans) : Fort développement du réseau
- Juin 2010 à juin 2012 (2 ans) : Période d'essoufflement
- Juin à octobre 2012: Evaluation de la vie du réseau FAR-CI (suivant les lignes directrices pour le travail en réseau préconisées par Paul Starkey, dans son livre Réseau pour le Développement, 1998)

# Quelques constats (2/2)

- Forte tendance à la baisse de la courbe de motivation des membres :
- rencontres devenant redondantes
- taux de participation de 80 à 100 % passé sous la barre de 50 %
- Implication de plusieurs membres dirigeants du réseau dans les courants de redémarrage des activités en post crise
- Le temps libre qu'ils accordaient au développement du réseau a été absorbé.

- Etc.

# Quelques constats (1/2)

- Période suivant le fort développement de l'association peu favorable à la réflexion prospective : crise pré- et post-électorale
- Faible mobilisation de ressources pour soutenir les activités du réseau au niveau des deux chapitres (gestion et activités techniques)
- Les stratégies de financement durable en cours d'élaboration n'ont pas été achevées

Nécessité de penser une stratégie de génération d'un nouveau cycle d'activités

Restructuration des organes de travail

# Quelques éléments d'objectifs visés

Présentation en séance plénière (20/11/12)

- Multiplier les centres de responsabilité
- Favoriser la rotation des responsabilités au sein du réseau pour éviter que les membres n'aient pas l'impression de perdre leur temps,
- Maintenir la motivation des membres en leur donnant des opportunités d'agir
- Améliorer la production intellectuelle
- Améliorer l'efficacité dans la capitalisation des expériences
- Mettre en œuvre une stratégie de lobbying
- Etc.

б

# Dispositions (2/2)

- Présidence de ce collège assurée par le président de l'association « réseau FAR-CI
- Les membres du collège des institutionnels sont les membres en mission dans les hautes instances de gouvernance de la république.
- La durée de leur mandat en qualité de membres de ce collège est fonction de la durée de leur mission dans ces instances.
- Leurs positionnements dans les instances politiques et administratives fait d'eux les meilleurs atouts pour porter la problématique de la FAR par le plaidoyer et le lobbying auprès des dirigeants politiques, des structures et des réseaux internationaux d'influence.

# Dispositions (1/2)

- Réduction du nombre de membres du Secrétariat exécutif
- Structuration des compétences apportées par les membres en domaines de compétences FAR
- Mise en place des collèges de professionnels
- Création d'un « Comité Technique de Pilotage des Activités » du réseau.
- animé par les collèges de professionnels
- dirigé, à tour de rôle, par les représentants des collèges
- Avec des mandats d'une durée d'un an
- Mise en place d'un collège spécial, le « Collège des institutionnels en charge du plaidoyer et du lobbying politique »

# Ainsi,

le réseau FAR Côte d'Ivoire entame un deuxième cycle d'évolution avec une trajectoire montante vers une nouvelle apogée. La mise en œuvre du projet-pays d'appui à l'émergence du réseau international FAR sera une contribution décisive

Z

12

# Grandes lignes de la présentation de la Plateforme nationale au Sénégal

# 1997-2012:

# Quinze ans d'évolution sporadique de la formation agricole et rurale au Sénégal

Atelier du Réseau FAR à l'Hôtel Mansel, Yaoundé 20-22 novembre 2012

# 1997: La remise en cause

- Les centres et écoles d'agriculture financés par la coopération suisse depuis 1977 sont en crise d'effectifs et de modèle, notamment à cause de l'ajustement structurel.
- La Suisse décide de se désengager si une solution sénégalaise n'est pas trouvée.
- Le ministère de l'Agriculture met en place un groupe de réflexion élargi aux OP et instruit les centres et écoles d'en faire de même. Mission: proposer une réforme globale et consensuelle du secteur de l'Enseignement Agricole.
- La coopération suisse accepte de soutenir cette initiative et attend les conclusions des consultations.

Plan de la présentation

(et résumé des dates repères de la SNFAR au Sénégal)

- 1997: Remise en cause du système de formation agricole existant
- 1997-1999 : Consultations Diagnostic Consensus National sur la FAR
- 2000 : Arrêté de création du Comité National de Planification Stratégique de la FAR (CNPS/FAR) – Désignation d'un Conseiller Technique FAR du Ministre de l'Agriculture
- 2003 : Création du Bureau de la Formation Professionnelle Agricole (BFPA)
- 2003 : Création du buteau de la romnation Professionneme Agricole (
   2004 : Vote de la LOASP intégrant les Orientations stratégiques/FAR
- 2005 : Atelier National FAR SNFAR
- 2007: BFPA désigné comme chef de file du Groupe Thématique (GT) sur le « Renforcement des Capacités » de la LOASP
- 2008 : Création du Réseau FAR Sénégal
- 2010 : Atelier Bilan d'Etape et mise à jour de la SNFAR
- 2011: Mise en œuvre du Programme de Renforcement des Capacités (PRC)
- 2012 : Redynamisation du Réseau FAR Sénégal

Note : Les sigles sont indiquées dans les diapositives suivantes

# 1997-1999: Les consultations nationales

- Les centres et écoles démarrent un processus interactif d'autoévaluation interne en y associant les OP, les ONG, les élus locaux, les services déconcentrés, etc. Cela aboutit en quelque sorte à une ère des Projets d'Établissement.
- Des missions de terrains sont lancées en vue de réunir des éléments de connaissance des contextes et environnements à considérer dans les réformes des établissements.
- Séries d'ateliers régionaux et nationaux de mise en commun et de validation sous la coordination du ministère en charge de l'agriculture.
- Un atelier national de validation de nouvelles orientations et stratégies de la formation agricole. Cet atelier est co-organisé par les ministères en charge de l'agriculture, de l'éducation et de la formation professionnelle, avec une participation importante des OP, des ONG, des élus, des bailleurs de fonds.
- Planification d'une nouvelle phase de coopération par la Suisse pour financer la mise en œuvre des orientations stratégiques.

# 2000 : La création du CNPS/FAR

- créant le Comité National de Planification Stratégique de la Le ministre de l'Agriculture publie en mars 2000 un arrêté FAR (CNPS/FAR) comme cadre de pilotage et de suivi participatifs des nouvelles orientations de FAR.
- Le ministre de l'Agriculture nomme un Conseiller Technique (CT) « Formation » pour matérialiser son engagement dans es orientations stratégiques concernant la FAR (OS/FAR).

Le BFPA assure le secrétariat du CNPS/FAR et coordonne la

mise en œuvre des OS/FAR sur l'étendue du territoire.

Le BFPA assure la tutelle des établissements de formation

rattachés au ministère.

Technique Formation en est le Chef.

 Le Bureau Formation Professionnelle Agricole (BFPA) est créé au sein du ministère de l'agriculture. Le Conseiller

2003 : La création du BFPA

Le CT Formation travaille avec la coopération suisse pour mettre en place des Comités Régionaux FAR.

# 2004 : L'avènement de la LOASP

- L'influence exercée par les OP a abouti à inscrire toutes les Orientations Stratégiques (OS) de la FAR dans la Loi d'Orientation Agro-Sylvo-Pastorale (LOASP)
- lequel recommande la mise en œuvre d'une SNFAR. C'est une développement des exploitations agricoles à l'article 62; La formation est reconnue comme levier stratégique de reconnaissance forte pour la FAR!
- Le Droit à la Formation est consacré par l'article 63.

# 2005-2006: Tenue de l'atelier SNFAR

- La Stratégie nationale de FAR (SNFAR) est officialisée lors d'un atelier national de mise à jour des OS/FAR initié par le BFPA.
- L'article 62 de la LOASP connait un début de mise en application.
- Le PACD (projet de Promotion d'une Agriculture Compétitive et Durable) financé par l'AFD entre en vigueur et vient en renfort aux efforts de la coopération suisse. La SNFAR est érigée en composante et le BFPA doté de moyens d'actions.
- Création d'une revue (« Far-Infos ») de diffusion d'informations sur la FAR en direction d'une liste de nombreux destinataires.
- 'esprit et les OS/FAR de la SNFAR et appuyer les initiatives FAR Des études et travaux en régions sont conduits pour vulgariser à l'échelle des territoires.

# 2007 : Le BFPA en charge du Groupe Thématique « Renforcement des Capacités » de la LOASP

- Parmi les 7 Groupes thématiques (GT) institués pour accélérer la mise en application de la LOASP en élaborant les textes réglementaires, le BFPA est désigné comme chef de file de la thématique « Renforcement des Capacités des acteurs du monde rural ».
- Le processus et le consensus de 1999 sont validés et remis en

6

# 2010 : Bilan et mise à jour de la SNFAR

- Le nouveau Chef du BFPA lance un processus d'évaluation de la mise en œuvre de la SNFAR.
- Des retouches sont préconisées. La réforme du système éducatif agricole est proposée.
- Tenue de l'atelier national de mise à jour de la SNFAR. La léthargie et l'inefficacité du dispositif de formation professionnelle et technique agricole ressortent comme une préoccupation centrale.
- La formation continue des agents du ministère est reconnue d'importance majeure. La création d'un Institut National de FAR est fortement recommandée.
- Edition d'un Document actualisé de SNFAR.

11

# 2008-2009 : Création du Réseau FAR Sénégal dans un contexte de déclin de la vision FAR

- Se prévalant de sa légitimité reconnue dans la FAR, le BFPA organise un atelier de mise en place du Réseau FAR Sénégal sur financement du PACD (projet de Promotion d'une Agriculture Compétitive et Durable) et assure à titre provisoire la fonction d'animation du réseau.
- Des projets de statuts et règlement intérieur sont élaborés et des structures provisoires mises en place.
- Le Réseau FAR Sénégal, pays fondateur du Réseau International FAR depuis 2005, prend part aux activités trans-nationales.
- Le GT/RDC de la LOASP valide et propose trois projets de décrets d'application sur la Recherche, le Conseil Agricole et la Formation Agricole. Seule la Recherche a fait l'objet d'un décret signé. La formation agricole n'est pas reconnue malgré les propositions du GT et, en conséquence, la SNFAR n'est financée en tant que telle.
- Le PACD prend fin. Les deux animateurs du Réseau FAR quittent le BFPA et la fonction d'animation du réseau est transférée de fait vers l'ANCAR.

10

# 2011 : Définition et mise en œuvre du PRC

- L'USAID mène une étude sur le renforcement des capacités institutionnelles du Sénégal et propose un appui au ministère de l'Agriculture pour la formation continue de ses agents.
- Le Ministre désigne le BFPA pour mettre en œuvre l'accord et exécuter le Programme. Un atout pour la SNFAR!
- Le BFPA en rapport avec les Directions Nationales du ministère élabore et valide le **Programme de Renforcement des** Capacités (PRC) des Agents impliqués dans la gestion des Politiques Publiques.
- La FAR prend place au cœur des stratégies, et des décisions de changements dans les principales directions du ministère, sous l'impulsion et la coordination du BFPA. Une première !
- Des formations stratégiques sont organisées et des dispositions prises pour favoriser les changements institutionnels promus.

12

# 2012 : Redynamisation du réseau FAR (ou Plateforme nationale) au Sénégal

- Le secrétariat exécutif du Réseau FAR participe à un état de situation de la Plateforme du Sénégal et des enjeux. Des moyens pour relancer la dynamique sont proposés.
- Les acteurs mettent en place un « Comité intérimaire » (CI) constitué autour du BFPA en vue de relancer la dynamique de réseau et de préparer une AG.
- Le CI initie et coordonne des missions en région pour réactiver les initiatives FAR et préparer les acteurs locaux à organiser leur participation à la future AG du réseau.
- En parallèle, le CI désigne une délégation qui participe à la  $1^{\rm ere}$  AG en présentiel du Réseau international FAR à Yaoundé.

13

# Conclusion

- Impératif de changement perçu et partagé par tous les acteurs de la formation agricole au sortir de la crise de l'ajustement structurel.
- Exigence des acteurs non étatiques, surtout ceux qui incarnent la demande, de jouer un rôle dans le système d'acteurs de la FAR.
- Prise de conscience de l'Etat par son adhésion au consensus et son engagement à s'acquitter de ses responsabilités dans la FAR.
- Absence de financement durable de la stratégie nationale de FAR (SNFAR).
- Difficultés rencontrées dans la mise en œuvre des orientations consensuelles, notamment du fait des changements nombreux et fréquents de ministres de l'Agriculture et de personnes aux postes de responsabilité au sein du ministère.

14

Table ronde sur la création de plateformes nationales de concertation entre acteurs de la FAR (Atelier FAR sur « Les démarches de création, de rénovation et de mise en œuvre de dispositifs de formation technique et professionnelle agricole et rurale », Yaoundé, 20 novembre 2012)

# Historique et premier bilan de l'accompagnement à l'émergence du Réseau FAR en Guinée (2011-2012)

Par Alphaba BAYO<sup>1</sup>

A la suite de notre participation à :

- la première conférence internationale du Réseau FAR à Ouagadougou, Burkina Faso, en mai-juin 2005 sur le thème « Formation de masse en milieu rural, élément de réflexion pour la définition d'une politique nationale »;
- la deuxième conférence à Tunis en mai 2008 sur le thème « Rôle des acteurs dans l'orientation et le fonctionnement des dispositifs de formation agricole et rurale pour le développement »;
- la rencontre organisée à Madagascar en mai 2010 sur le thème : « Etude sur les finalités, missions et statut du Réseau international formation agricole et rurale en fonction de son environnement » ;
- l'atelier international d'échanges à Bamako, Mali en novembre 2010 sur le thème « Organisations professionnelles et formation des populations agricoles et rurales » ;

Nous, Guinéens, avons sollicité avec succès en juin 2011 l'accompagnement du Réseau international FAR à l'émergence du Réseau des Acteurs des Formations Agricoles et Rurales de Guinée (« RAFARGUI »).

Le bilan à jour de l'appui à l'émergence du Réseau FAR Guinée est présenté ainsi :

1. Réalisation d'une étude en septembre 2011 sur le thème « Quelles formes d'apprentissage mettre en œuvre pour répondre aux objectifs de formation des populations rurales en Afrique ? » :

C'est une étude du réseau international FAR qui a été coordonnée par le point focal du réseau FAR en Guinée. Deux acteurs locaux – l'un du ministère en charge de la formation professionnelle, l'autre d'une OP – ont directement participé au travail dans une optique de renforcement de leurs capacités.

Le document final daté de novembre 2012 est disponible et accessible sur le site du réseau FAR. Il permet de connaître l'environnement institutionnel guinéen de l'enseignement

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> Point focal du réseau international FAR en Guinée, Directeur national adjoint de l'Apprentissage et des Formations Professionnelles de Courte Durée, Ministère de l'Emploi de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle (ME-ETFP)

technique et de la formation professionnelle (ETFP) en général et de la formation agricole et rurale en particulier : cadre législatif et réglementaire, principales institutions impliquées sans omettre celles des secteurs privés et associatifs, etc. Il apporte des éléments contextuels sur le secteur agricole, sur celui de la formation agricole et rurale et sur les stratégies nationales dans ces deux domaines, et présente **plusieurs expériences intéressante de dispositifs de formation** d'établissements publics, de fédérations de producteurs, et de centres de formation professionnelle formels et non formels...

Enfin, cette étude a permis de lancer le débat qui a débouché très rapidement sur la **décision** de créer un réseau FAR en Guinée.

# 2. Identification d'une structure nationale comme support financier de la mise en œuvre de l'appui au Réseau national FAR (discussions entre novembre 2011 et février 2012):

Il s'agit de la Confédération Nationale des Organisations Paysannes de Guinée (CNOP/G)<sup>2</sup> qui s'implique dans le processus de création du réseau et a préfinancé les huit réunions de travail organisées en 2012 (cf. point 4 ci-dessous).

Une convention de partenariat entre Montpellier SupAgro et la CNOP/G a été élaborée en mars-avril 2012 pour signature par les deux parties, alors prévue en juin.

Cette étape a été ralentie pour des problèmes de communication d'une part - la convention a été refaite en juillet car le premier envoi n'était pas arrivé à destination – et de procédures de décaissement de l'appui financier par Montpellier Sup Agro d'autre part – le transfert des fonds a été fait en janvier 2013.

## 3. Réalisation d'une mission d'appui méthodologique à l'émergence du réseau national guinéen en mars 2012 et création d'un groupe multi-acteurs de travail :

Une mission dite d'appui à l'émergence des réseaux nationaux a été réalisée du 12 au 19 mars en Guinée par deux personnes ressources du Secrétariat Exécutif du réseau international FAR.

A cette occasion, une réunion d'information, de sensibilisation et de réflexion à la mise en place d'un réseau FAR en Guinée a été organisée le 15 mars au Centre National de Perfectionnement a la Gestion (CNPG) à Conakry avec une vingtaine de personnes représentantes de **trois catégories d'acteurs de la FAR**: (i) institutionnels (ministère de l'Agriculture et ministère de l'Emploi, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle ou ME-ETFP), (ii) OP (agricole et élevage) et (iii) ONG. Cette réunion a permis de définir d'une part, les **finalités du Réseau national FAR** et d'autre part, les cinq premières actions à réaliser.

La décision a été prise de mandater un **groupe de travail représentatif des acteurs** pour organiser la mise en place du réseau FAR Guinée. Ce groupe est composé des organisations suivantes :

- l'Agence nationale de promotion rurale et du conseil agricole (ANPROCA),
- la Confédération nationale des organisations paysannes de Guinée (CNOP/G),
- l'Institut national d'appui pour le développement rural (INADER, ONG guinéenne),
- la Direction nationale de la Formation professionnelle et technique,
- la Direction nationale de l'Apprentissage et des Formations professionnelles de courte

<sup>&</sup>lt;sup>2</sup> C'est la structure faîtière réunissant la majorité des organisations paysannes fédérées et non fédérées du pays. Elle compte 18 000 organisations paysannes de base, 175 unions fédérées, 22 unions non fédérées, 14 fédérations et plus de 500 000 adhérents. Elle a pour partenaires institutionnels techniques et financiers, les trois ministères chargés de l'Agriculture et de l'Elevage, de la Décentralisation et du Développement local, de l'Economie et des Finances, la Chambre Nationale d'Agriculture, le Réseau des Organisations Paysannes et de Producteurs de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA), l'Union Européenne, la Banque Mondiale, le FIDA, etc.

durée,

- la Direction nationale de la Pêche et de l'Aquaculture,
- le Représentant des Ecoles Nationales d'Agriculture et d'Elevage (ENAE).

Enfin chacune des cinq actions a fait l'objet d'une « **fiche-action** » écrite les jours suivant la réunion afin de préciser le chef de projet, la problématique qui justifie l'action, l'objectif opérationnel, le déroulement, la temporalité (action ponctuelle ou pérenne), le budget et le temps de travail nécessaires ainsi que la relation avec les autres actions, les bénéficiaires et les indicateurs pour évaluer la réalisation de l'action. Ces cinq actions sont :

- 1 Communication sur le processus de mise en place du Réseau
- 2 Elaboration des statuts du Réseau
- 3 Réalisation de réunions plénières
- 4 Préparation et organisation de l'Assemblé générale (AG) constitutive du Réseau
- 5 Sensibilisation des acteurs

# 4. Mise en place en mars 2012 des commissions chargées des actions en vue de l'émergence du réseau national :

Pour mener à bien les activités relatives à l'émergence du réseau, le groupe de travail représentatif des acteurs de la FAR ci-dessus désignés s'est réuni le 19 mars et a mis en place les équipes pour réaliser les actions. Cela correspond au mode d'action proposé par la mission d'accompagnement avec un chef de projet, etc. (*cf.* point 3). Il s'agit de :

- la commission « Rédaction des statuts »,
- la commission « Communication »,
- la commission « Réalisation de réunions plénières »,
- la commission « AG constitutive » et
- la commission « Sensibilisation des acteurs ».

# 5. Travail de mars à octobre 2012 de la commission chargée de la rédaction des statuts en lien avec les quatre autres commissions :

Cette commission était composée des représentants de l'ANPROCA, de l'INADER et de la CNOP/G. Elle était chargée de proposer un texte juridique (gouvernance, organisation, etc.) comme préalable à la tenue de l'AG de l'association Réseau FAR de Guinée.

La rédaction des statuts s'est déroulée par la tenue de cinq réunions de production de textes, une réunion de présentation en plénière et une réunion de correction et de finalisation selon le calendrier suivant :

- 22 mars : Planification des activités du processus de mise en place du réseau ;
- 6 avril : Collecte des statuts d'associations existant en Guinée et canevas d'élaboration des statuts du réseau national FAR ;
- 20 avril : Compte rendu des activités des membres des différentes commissions ;
- 27 avril : Démarrage de l'élaboration du projet de statuts ;
- 19 mai : Lecture et amendement du projet de statuts ;
- 16 juin : Elaboration du projet de règlement intérieur ;
- 13 octobre : Finalisation des projets de statuts et de règlement intérieur au niveau des différentes commissions.

## 6. Réalisation d'actions de communication et de sensibilisation des acteurs du développement agricole et rural à partir de mars 2012 :

Il s'agit des deux autres actions programmées dans le cadre du plan accompagné par le réseau international FAR (*cf.* point 3 *supra*) et qui se justifient par le fait que la distance est un frein à la communication entre les différents acteurs de la FAR. Elles se sont déroulées en deux phases :

- l'action dite de « Communication sur le processus de mise en place du réseau » a été

montée dès mars 2012. Elle a permis de mettre les acteurs des FAR, les ministères et les bailleurs au même niveau d'information sur l'avancée du processus (recueil d'informations, contacts téléphoniques, visites des acteurs clés, échanges de vue...);

- L'action dite de « Sensibilisation des acteurs » a été faite en mars-avril 2013 afin d'informer et de sensibiliser, en vue de leur adhésion au réseau, les fédérations et unions d'OP (agriculteurs, éleveurs, pêcheurs), les coopératives, les ONG, les services déconcentrés concernés par la FAR, les établissements de formation et d'emploi des produits du dispositif de FAR. En pratique, deux équipes de trois personnes chacune ont été constituées, ont rédigé des supports d'information, ont préparé les rencontres avec une trentaine de représentants des principaux acteurs impliqués dans la FAR dans chacune des quatre régions naturelles du pays (Guinée Forestière - Haute Guinée - Moyenne Guinée - Basse Guinée).

## 7. Organisation de l'assemblée générale (AG) constitutive de l'association « Réseau de Formation Agricole et Rurale de Guinée » :

La préparation et la tenue de cette AG constitutive est le travail de la commission *ad hoc* créée en mars 2012 (*cf.* point 4). Outre l'organisation de l'AG, cette commission est chargée de proposer un plan d'action à débattre.

L'AG constitutive devrait avoir lieu le 23 avril 2013 et les points traités seront :

- Présentation du réseau international FAR (historique, objectif, actions, perspectives)
- Présentation et adoption des statuts et du règlement intérieur
- Election des membres
- Présentation et discussion du plan d'action

Mise à jour en avril 2013

# Grandes lignes de la présentation de la Plateforme nationale en Guinée

# La naissance et les premières activités du Réseau de Acteurs des Formations Agricoles et Rurales de Guinée (RAFARGUI) en 2011-12

Atelier du Réseau FAR à l'Hôtel Mansel, Yaoundé 20-22 novembre 2012

Contexte (2/2)

# Constats (suite)

 Faible implication des acteurs à base dans le processus de pilotage des programmes d'enseignement technique et de formation professionnelle

# Nécessité de :

- Promouvoir des cadres de concertation entre les structures et institutions d'enseignement technique et de formation professionnelle, les organisations paysannes (OP), les ONG, etc.
  - Améliorer les politiques et programmes d'enseignement technique et de formation professionnelle
    - Valoriser, à travers l'échange et le partage, les expériences existantes au niveau national et international

m

# Contexte (1/2)

- Septembre 2011: Réalisation d'une étude portant sur quelles formes d'apprentissage mettre en œuvre pour répondre aux objectifs de formation des populations rurales en Afrique ? (Réseau International FAR)
- Mars 2012: Réalisation d'une mission d'appui à l'émergence du Réseau guinéen (Réseau International FAR)

# Constats:

- Pluralité de formes d'apprentissage (enseignement diplômant, alphabétisation, appui-conseil, etc.)
- Faible mutualisation des efforts et expériences des différents acteurs (recherche, conseil agricole, OPA, institutions d'enseignement technique et formation professionnelle, administration...)

7

# Finalités du Réseau

- Construire un argumentaire à l'attention des politiques en charge de la FAR
- Avoir un lieu de ressources pour le dispositif de FAR en Guinée
- Participer à la mutualisation des connaissances sur les dispositifs de FAR au niveau sous-régional et à l'international
  - Etre la courroie de liaison entre les producteurs agricoles guinéens et le réseau international FAR
- Valoriser les expériences réussies en matière de FAR
- Faire émerger une dynamique de partenariat entre les différents acteurs de la FAR en Guinée
- Favoriser l'implication des acteurs dans la construction stratégique, l'organisation et la gestion du dispositif guinéen
- Servir de lieu de rencontre, de réflexion et d'échange entre l'ensemble des acteurs concernés par les FAR en Guinée

Réseau FAR, Atelier Yaoundé, 20-22 nov. 2012

# Objet du Réseau

- Initier, conduire et gérer les actions de formation agricole et rurale en Guinée
- élément de réflexion pour la définition d'une politique nationale », le Réseau FAR contribue à la mise en place et au développement de dispositifs de formation technique et professionnelle agricole, en particulier dans les structures « En tant qu'outil de formation de masse en milieu rural, affiliées au Réseau, notamment :
- En renforçant les réflexions méthodologiques
- En renforçant les capacités des divers acteurs
- En soutenant des approches concertées
- En soutenant auprès des acteurs concernés, un argumentaire en faveur de l'émergence de formations techniques et professionnelles pour les populations agricoles et rurales

# Activités du Réseau

- Produire de l'information et de la communication sur les formations agricoles et rurales
- Sensibiliser
- Faire des études
- Tenir des ateliers de concertation et de formation
- Organiser des voyages d'échanges (membre de réseau et les producteurs, cadres des ENAE, etc.)
- Capitaliser
- Mettre en relation des porteurs de projets agricoles avec les autres partenaires intéressés par l'appui aux FAR

# Objectifs spécifiques du Réseau

- Créer et réaliser des programmes d'actions, de prestations, notamment dans les domaines suivants :
- Echanges nationaux et internationaux entre les acteurs institutionnels et
  - Emergence des dispositifs de formation agricole et rurale partenaires sociaux
- Réflexions sur des pratiques et des résultats de recherche liés aux formations agricoles et rurales
- Diffusion des informations concernant la formation agricole et rurale aux
- Partenariat entres les acteurs nationaux et internationaux
- Renforcement des compétences des acteurs
  - Formalisation d'une charte du réseau
- Organisation de forums d'information et d'échanges
- Capitalisation des expériences et le partage des savoirs

Analyse comparée des processus de mise en œuvre et de transformation des dispositifs de



formation agricole et rurale dans trois pays d'Afrique: Cameroun, Maroc et Madagascar

A partir des études menées par Aboubakar Njoya (Cameroun), Abdelkader Ftouhi (Maroc) et Serge Bene (Madagascar)

Synthèse présentée par I. Besson à l'atelier FAR, Yaoundé (Cameroun), 20-23 novembre 2012

### **PLAN**

### 1 - Partie introductive

- 1.1. Rappel des grandes étapes de l'étude
- 1.2. Quelques remarques sur le sujet
- 1.3. Méthodologie de l'étude

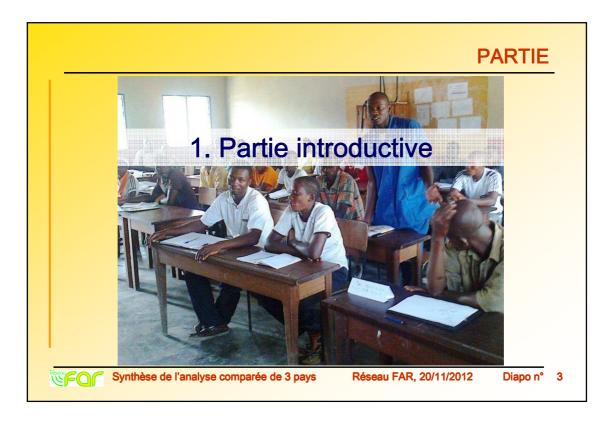
### 2 – Eléments de contexte des trois pays d'étude

- 2.1. Démographie Emploi Economie
- 2.2. Secteur agricole
- 3.3. Politiques publiques
- 3 Systèmes nationaux de FAR (« une Histoire, un dispositif et des acteurs... »): 3.1. Cameroun – 3.2. Maroc – 3.3. Madagascar
- 4 Analyse comparée :
  - 4.1. Analogies 4.2. Spécificités 4.3. Recommandations
- 5 Essai d'analyse en mode de gestion des « écosociosystèmes »
- 6 Conclusion



Synthèse de l'analyse comparée de 3 pays

Réseau FAR, 20/11/2012



## 1.1. Rappel des grandes étapes de l'étude

- Propositions des thèmes par les membres du CoPil en oct. 2010
- Choix définitif du thème et des pays d'étude par le CoPil en nov. 2010
- Appui financier de l'ADEA confirmé en mai 2011
- Sélection et contractualisation des consultants en mai-juin 2011

| Avancement par pays | Réalisation          | Restitution | Validation |
|---------------------|----------------------|-------------|------------|
| Cameroun            | septdéc. 2011        | 6-7/2/2012  | avril 2012 |
| Maroc               | octnov. 2011         | 24/11/2011  | avril 2012 |
| Madagascar          | août-sept. 2011      | 14/09/2011  | janv. 2012 |
| ➤ Proposition de s  | vnthèse en juin 2012 |             | •          |

- Finalisation des rapports et rédaction des avant-propos en 3 lots :
  - Etudes Maroc et Mada et restitutions (vol. 4 à 6) : juillet 2012
  - Etude Cameroun et note méthodo (vol. 2 et 3) : sept. 2012
  - Synthèse à finaliser (vol. 1) : nov.-déc. 2012
- Synthèse de l'analyse comparée de 3 pays Réseau FAR, 20/11/2012

## 1.2. Quelques remarques sur le sujet

Vierge dans au moins deux dimensions :

prenantes d'un processus en cours

- dimension « dispositif de formation » : il existe peu de représentations dimension « évolution » ou « dynamique » : le rôle et les actions des parties
- > Intuition plus que sujet clair et net (par ex., les concepteurs du sujet ne se sont pas projetés dans le type d'indicateurs qu'ils attendaient)
- Sujet sensible avec une répartition certaine des prérogatives concernant la coordination des formations rurales.
- Chaque catégorie d'acteurs, même les principales (c'est-à-dire avec les ministères sectoriels, les ministères transversaux, l'enseignement privé, l'enseignement supérieur, les organisations paysannes...), ne représentent pas toujours des intérêts uniformes



Synthèse de l'analyse comparée de 3 pays

Réseau FAR, 20/11/2012

Diapo n° 5

## 1.2. Quelques remarques sur le sujet

- A part la demande de connaître l'évolution immédiate (donc approche historique) et d'être systémique, pas de requis méthodologique spécifique et ouverture des concepteurs en terme d'approche théorique
- Les consultants n'ont pas proposé de référence à des cadres théoriques existants
  - sujet sociologique (socio des organisations, socio de l'éducation...)
  - sujet politique ou socio-politique (enjeux de pouvoir...)
  - mais sujet pas spécialement économique ou socio-économique Nous avons regardé ici du côté de l'analyse patrimoniale



Synthèse de l'analyse comparée de 3 pays

Réseau FAR, 20/11/2012

Diapo nº

## 1.3. Méthodologie de l'étude

- ➤ Entretien semi-directif les acteurs ont été classés, soit entre acteurs de l'offre et de la demande de formation, soit dans les catégories suivantes :
  - Responsables niveau central (Chef de division/chef de service)
  - Responsables d'établissement/centre de formation (Directeur, Directeur des études...)
  - Formateurs
  - Apprenants
  - Sortants (ayant un emploi)
  - Professionnels/Employeurs (Producteurs, responsables professionnels, ONG, entreprises privées...)
  - Professionnels Référents de stage
  - ONG, projet
  - PTF
- Analyse des rôle des acteurs
- Restitution Discussions

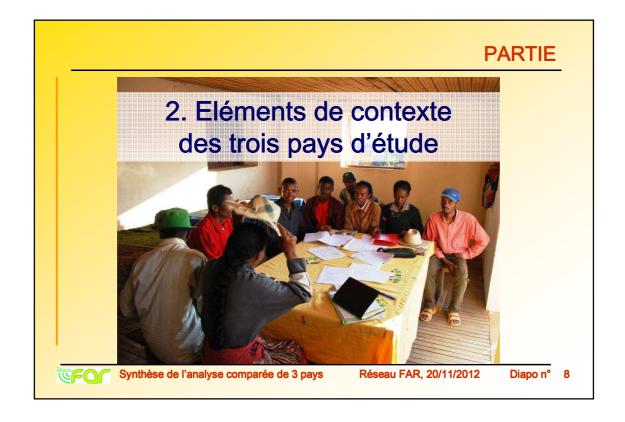


Synthèse de l'analyse comparée de 3 pays

Réseau FAR, 20/11/2012

Diapo nº

7



## 2.1. Eléments de démographie et d'emploi

Des populations jeunes et nombreuses – des pays aux emplois agricoles majoritaires à ultra dominants :

Tableau 1 : Caractéristiques démographiques des trois pays (2010) Maroc Madagascar démographiques Total % Total Total % 19 600 000 32 000 000 Population totale 100 100 21 100 000 100 8 200 000 13 810 000 14 500 000 Population rurale 42 70 Population de moins de 7 840 000 40 8 960 000 28 9 073 000 43 15 ans Population active\* 8 209 836 42 11 400 000 10 150 000 48 Population active 9 000 000 12 800 000 14 770 000 agricole

Source : http://donnees.banquemondiale.org/indicateur

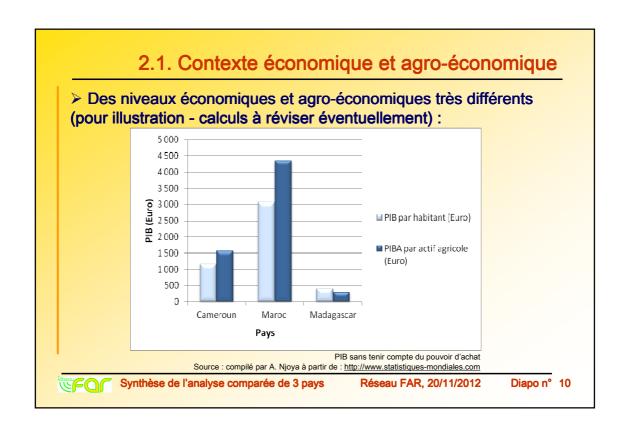
RESERVED

Synthèse de l'analyse comparée de 3 pays

Réseau FAR, 20/11/2012

Diapo n°

9



La population active agricole est composée des travailleurs salariés ou non ayant pour activité principale l'agriculture (c'est la tranche de population de plus de 15 ans)

<sup>\*\* :</sup> La population active agricole est en pourcentage de la population active.

## 2.2. Quelques éléments du secteur agricole

- Des situations évidemment différentes mais des pays à environnement agro-écologique diversifié et à fort potentiel agricole
- ➤ Une demande forte en produits agricoles et alimentaires (demande intérieure forte dans les trois pays avec problème de solvabilité des consommateurs) Possibilités d'exportation
- L'agriculture comme secteur économique central ou important pour lutter contre la pauvreté et l'exode rural : si c'est un discours ou une volonté, on va voir les politiques publiques qui existent...



Synthèse de l'analyse comparée de 3 pays

Réseau FAR, 20/11/2012

Diapo n° 11

## 2.3. Contexte des politiques publiques (1/2)

- Existence de cadres politiques généraux et de DévRu...
  - Cameroun : cadre général existant (DSRP, DSCE), vision «Cameroun émergent »
  - ➤ Maroc : investissements énormes dans de nombreux secteurs (infrastructures, emploi, artisanat, tourisme, INDH...)
  - Madagascar: « Madagascar Action Plan »/MAP 2007-2012, vision «Madagascar naturellement »...
  - > OMD partout
- Mais dont on peut poser deux questions générales :
  - (i) la concertation pour l'identification des enjeux et la formulation de ces politiques publiques a-t-elle été suffisante ?
  - (ii) les moyens et la participation pour l'opérationnalisation de ces politiques sont-ils à la hauteur des enjeux ?



Synthèse de l'analyse comparée de 3 pays

Réseau FAR, 20/11/2012

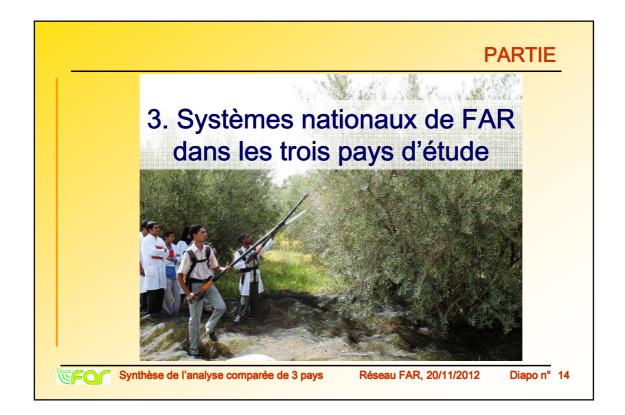
## 2.3. Contexte des politiques publiques (2/2)

- Et des politiques agricoles de forces variables dans le temps :
  - Cameroun: « Nouveaux Défis » en 1998 revus en 2003, SDSR en 2005...
  - Maroc: surtout « Plan Maroc Vert » (PMV) en 2008 qui renoue avec une politique agricole (relativement) bien définie et forte
  - Madagascar : PADR, PNDR, PANSA, PSA...



Synthèse de l'analyse comparée de 3 pays

Réseau FAR, 20/11/2012



## 3. Systèmes nationaux de FAR en transformation

Etant donné les contextes précédemment esquissés, des systèmes nationaux de FAR forcément très différents; ainsi on parle plutôt :

- Cameroun : dispositif national d'« EFP agricole et rural », mixte (composantes publique et privée développées)
- → rénovation depuis 2007 dans le cadre du programme AFOP
- Maroc : dispositif national d'« ETFP agricole », essentiellement public
- → rénovation dite <u>« ré-ingéniérie »</u> globale du système d'enseignement agricole depuis 2004 (introduction puis extension de l'APC)
- Madagascar : dispositif national de « FAR », essentiellement privé (confessionnel, associatif, OP...)
- → Préparation de la rénovation et de <u>FORMAPROD</u> (« Programme de formation professionnelle et d'amélioration de la productivité agricole ») depuis 2010



Synthèse de l'analyse comparée de 3 pays

Réseau FAR, 20/11/2012

Diapo n° 15

## 3.1. Système national de FAR au Cameroun (1/3)

Présentation de chaque pays comprenant en quatre diapos sur : Une HISTOIRE, un DISPOSITIF et des ACTEURS, ainsi que la REPRESENTATION du système proposée par chaque consultant

### Une Histoire... avec trois grandes périodes :

- ➤ 1960-1985 : plans agricoles quinquennaux et développement du dispositif public (écoles et centres)
- ➤ 1986-2005 : crise économique profonde, restructuration des organismes publics, recentrage des missions de l'Etat, libéralisme économique, développement des ONG...
- ▶ Depuis 2005 : transformation du dispositif de FAR avec mise en œuvre du programme AFOP depuis 2007 (« Appui à la rénovation et au développement de la formation professionnelle dans les secteurs de l'agriculture, de l'élevage et des pêches »)



Synthèse de l'analyse comparée de 3 pays

Réseau FAR, 20/11/2012

## 3.1. Système national de FAR au Cameroun (2/3)

Des VOIES DE FORMATION et des ACTEURS...

### Formation initiale:

- ➤ Niveau de base : CFJA, CFR, EFA, EFR, MFR, centres spécialisés en élevage, centre spécialisation sur les pêches...
- ➤ Niveau cadre: ETA, EFSDC, EFSC, EFSEAR, CRA, CNFZV...
- Niveau supérieur : FASA, ESMV, ENSAI

### Formation continue des producteurs :

- > Secteur public : programmes et projets des ministères du secteur rural MINADER, MINEPIA, MINEFOP
- > Secteur privé et associatif : ONG, et associations (SAILD, HPI, APESS, OP...), entreprises pour le coton ?



Synthèse de l'analyse comparée de 3 pays

Réseau FAR, 20/11/2012

Diapo n° 17

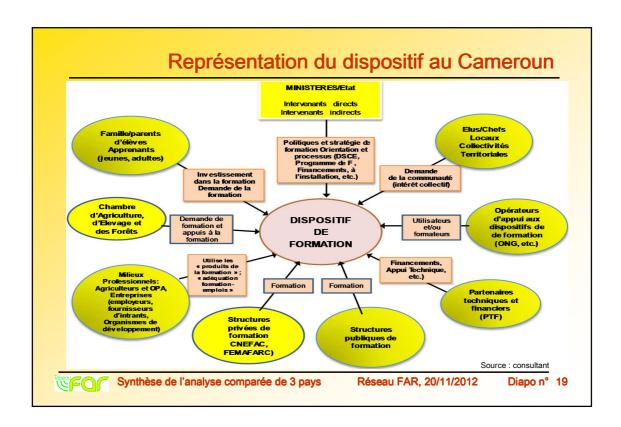
## 3.1. Système national de FAR au Cameroun (3/3)

- Des ACTEURS... avec représentation suivante
  - Etat et partenaires du développement
    - Secteur public de la formation
  - Secteur privé lucratif et non lucratif de la formation (ONG, confessionnel)
  - Acteurs locaux : CT, autorités traditionnelles
  - > OP
  - Bénéficiaires



Synthèse de l'analyse comparée de 3 pays

Réseau FAR, 20/11/2012



## 3.2. Système national de FAR au Maroc (1/3)

- Une HISTOIRE... avec quatre grandes périodes :
  - ➤ 1930-1984 : initiation à l'agriculture : jardins scolaires, puis les Secteurs de Modernisation du Paysannat (SMPA), Centres Régionaux d'Animation et de Formation (CRAFA), puis Centres de Travaux Agricoles
  - ➤ 1984-1996 : réforme de 1984 : création des Instituts de Techniciens Agricoles (ITA) et des Centres de Qualification Professionnelle (CQA) restructuration du système national de formation agricole
  - ➤ 1996-2002 : révision de la durée de formation dans les différents niveaux, augmentation du flux des lauréats, institution de la formation en alternance, « Charte nationale » (le développement de la formation par apprentissage)
  - ▶ Depuis 2003 : « ré-ingénierie » du dispositif de FP selon l'approche APC.

**EFO** 

Synthèse de l'analyse comparée de 3 pays

Réseau FAR, 20/11/2012

## 3.2. Système national de FAR au Maroc (2/3)

Des VOIES DE FORMATION et des ACTEURS...

### Formation initiale:

- ➤ Niveau de base : Centres de Qualification Agricole (CQA incluant CFA), MFR, Centres Régionaux d'Animation et de Formation (CRAFA), Centres de Travaux Agricoles,
- Niveau cadre: Instituts des Techniques Agricoles (ITA), Collèges ruraux, Lycées d'agriculture, Lycées et Collèges agricoles,
- ➤ Niveau supérieur : IAV Hassan II, ENA de Meknès, Instituts des Techniques Agricoles Spécialisés en Agriculture (ITSA)

### Formation continue des producteurs :

- Secteur public : MAPM
- Secteur privé et associatif : AMAPPE, INMAA, Fondation jeunes entrepreneurs (FJE)



Synthèse de l'analyse comparée de 3 pays

Réseau FAR, 20/11/2012

Diapo n° 21

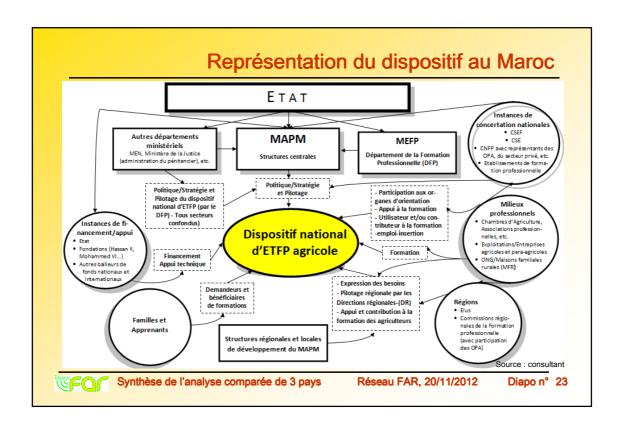
## 3.2. Système national de FAR au Maroc (3/3)

- Des ACTEURS... avec représentation suivante
  - Etat et partenaires du développement
    - Secteur public de la formation
    - Secteur privé de la formation : quelques exemples d'OP
    - Acteurs locaux : CT, autorités traditionnelles
    - Bénéficiaires



Synthèse de l'analyse comparée de 3 pays

Réseau FAR, 20/11/2012



## 3.3. Système national de FAR à Madagascar (1/3)

- Une HISTOIRE... avec cinq grandes périodes en gros décennales :
  - ➤ 1960-1972 : « Opération de Production Rizicole » (OPR)
  - ➤ 1972 -1981 : période « révolutionnaire ». La politique agricole, basée sur des principes d'indépendance et d'autonomie, visait à assurer l'autosuffisance alimentaire nationale
  - ▶ 1982-1992 : timide libéralisation des activités liées à la production agricole, double dévaluation du franc malgache
     ▶ 1992-2000 : programme d'ajustement sectoriel renforcé, application d'un taux de change flottant, Plan de Développement
  - Rural (1994 2000)

    Depuis 2003: « Madagascar Action Plan » (MAP). Le MAP porte sur la période 2007- 2012, et est basé sur les objectifs de la Vision « Madagascar Naturellement » et les Objectifs du

Millénaire pour le Développement



Synthèse de l'analyse comparée de 3 pays

Réseau FAR, 20/11/2012

## 3.3. Système national de FAR à Madagascar (2/3)

Des VOIES DE FORMATION et des ACTEURS...

### Formation initiale:

- ➤ Niveau de base : Ecoles Professionnelles Agricoles, Centres de formations professionnelles (CFP), CAF, Conseiller à l'Exploitation Familiale (CEF), MFR, CNEAGR, Centres de Formation de Producteurs
- ➤ Niveau cadre : EASTA, lycées techniques, lycées professionnels, CEFFEL, CEFTAR, CFAMA
- Niveau supérieur : IBA, AISTRAM, ESSA, ASJA, EPSA

### Formation continue des producteurs :

- > Secteur public : Ministères en charge de l'agriculture, MEN, Centres de Services Agricoles (CSA), qq sociétés publiques
- > Secteur privé et associatif : ONG Internationales, OP (FIFATA, FEKRITAMA, Kolo Harena...), certaines CT, qq sociétés privées



Synthèse de l'analyse comparée de 3 pays

Réseau FAR, 20/11/2012

Diapo n° 25

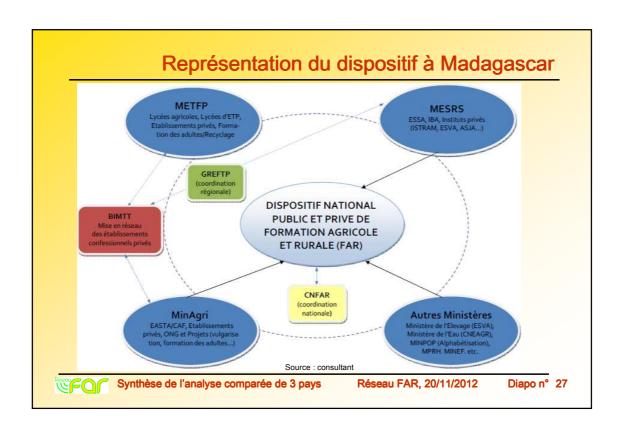
## 3.3. Système national de FAR à Madagascar (3/3)

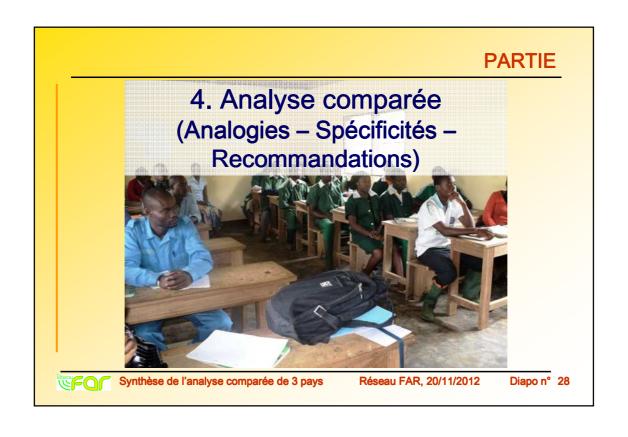
- Des ACTEURS... avec représentation suivante
  - Etat et partenaires du développement
    - > Secteur public de la formation
    - Secteur privé de la formation : organisations confessionnelles avec réseau BIMTT, OP, ONG
    - Acteurs locaux : certaines CT
    - Bénéficiaires



Synthèse de l'analyse comparée de 3 pays

Réseau FAR, 20/11/2012





## 4.1. Comparaison des points forts, tensions et risques dans les transformations

| Pays  | Cameroun  | Maroc   | Madagascar   |
|---|---|---|--|
| Points forts du<br>processus de<br>rénovation                         | Vision claire du leadership (mais est-elle si<br>partagée ?) et souplesse d'adaptation chemin<br>faisant  | Orientation et programmation claires  | La SNFAR a été validée par le gouvernement en<br>2012 et a déclenché la mise en synergie des<br>compétences des ministères concernés et des<br>partenaires du développement  |
| Tensions<br>actuelles<br>spécifiques au<br>processus de<br>rénovation | Les ministères techniques (MINADER, MINEPIA)<br>prennent de l'avance en termes d'organisation de<br>la FAR, le MINEFOP agit de façon parallèle<br>Après la réalisation du référentiel de métier<br>« exploitant agricole familial », reconnaissance par<br>l'Etat et reconnaissance sociale ??? | Les régions manquent de compétences humaines<br>pour appliquer les réformes | Poids institutionnel faible: - pas de pilotage affirmé du ministère public - insuffisance de moyens humains et de compétences des services publics centraux - risque ou nécessité de « course à l'échalote » induite par un projet au budget élevé |
| Risques dans le<br>processus de<br>rénovation                         | Le mélange de genre : certains acteurs/partenaires<br>(PTF exclus) veulent faire de la stratégie ?  | Non appropriation de la réforme par les formateurs                          | Rôle régalien de l'Etat (orientation, planification et<br>régulation) peu assuré<br>Sans ligne budgétaire spécifique dégagée par l'Etat<br>pour accompagner le processus, la viabilité est<br>compromise   |



Synthèse de l'analyse comparée de 3 pays

Réseau FAR, 20/11/2012

Diapo n° 29

## 4.1. Comparaison des opportunités et menaces

| Opportunités et menaces dans l'environnement de la rénovation   |  |  |  |
|---|--|--|--|
| Pays  | Cameroun   | Maroc  | Madagascar   |
| Points forts<br>externes au<br>processus de<br>rénovation<br>(donc dans le<br>sens<br>d'opportunités) | Potentialités agricoles fortes Surface par agriculteur parmi les 5 plus hautes d'Afrique subsaharienne (0,88,ha) Débouchés sur le marché de la sous-région Existence de foncier géré par les communautés locales | Potentialités agricoles fortes<br>Filières agricoles compétitives<br>Existence de débouchés sur le marché européen   | Potentialités agricoles fortes<br>Existence de marché intérieur si autosuffisance<br>nationale visée<br>Plutôt en perte de marchés extérieurs  |
| Points faibles<br>externes au<br>processus de<br>rénovation<br>(donc dans le<br>sens de<br>menaces)   | Secteur économique formel très peu développé<br>Etat gouverné par clientélisme<br>Mépris des paysans par les élites<br>Pauvreté répandue et crise sociale latente  | Adaptation d'un Etat centralisé devant relever des défis : paupérisation des ruraux, concurrence internationale sur les filières agricoles d'exportation, dégraissage de la fonction publique, décentralisation des fonctions et des moyens Inégalités foncières Effets sur la FAR de la culture de respect de la hiérarchie ? du clientélisme ? | Instabilité politique récurrente (1991, 2002, crise depuis 2009) Pauvreté très répandue avec 10 points de dégradation depuis la crise en cours Absence de politique foncière = transformer le droit d'usage en titre de propriété (« guichet pour régulariser les petits papiers ») Faible surface par agriculteur (0,26 ha) et rendement moyen bas ; très faible productivité du travail (avec le foncier saturé ?) Culture de petits pas ? de clientélisme ? |

Synthèse de l'analyse comparée de 3 pays

Réseau FAR, 20/11/2012

## 4.1. Points saillants et modèle imagé de la transformation

| Pays             | Cameroun   | Maroc   | Madagascar  |
|------------------|--|---|---|
| Points saillants | Initiative centrale qui cherche à inclure les acteurs non prévus au départ (« <u>centrifugisme</u> ») « <u>Camerounité</u> » profonde du système (on construit avec les facteurs <u>socio-culturels</u> des élites, des ethnies, des religions), voire volonté farouche à la « <u>Camerounité</u> » qui peut avoir des risques de ne pas prendre en compte des points fondamentaux (pas encore d'approche « genre », encourager des représentations syndicales des formateurs, des parents d'élèves) | Système: - organisé, supporté et impulsé essentiellement par les pouvoirs publics - centralisé, relativement ancien, complet, et puissant, fonctionnant dans un cadre politique et institutionnel précis - encore assez isolé, imposant des exigences de façon asymétrique aux acteurs - soumis à la nécessité de s'améliorer et de s'adapter aux enjeux nationaux et globaux | Système qui se cherche et qui s'auto-construit : - Inclusion progressive/multiplication des acteurs dans un souci et une nécessité de centrinétisation - Modèle à décider avec un désir instinctif de système « gasx » (intuition et l'ambition sont à mieux définir et à rendre faisable) Le renforcement des moyens et des compétences du ministère public est une priorité car on croit voir poindre une réforme hasardeuse et partielle |
| Modèle imagé     | Marcottage : démultiplication du modèle initial en<br>ayant tendance à refaire des racines dans les<br>terreaux locaux, et ainsi de suite  | Greffage d'approches méthodologiques extérieures se développant de façon très variable ; la<br>Maroquisation existe à l'échelle des formateurs et<br>des centres peut-être plus dans la façon de le dire<br>et de ne pas le faire   | Pourrait s'apparenter au <b>bouturage</b> : les éléments<br>extérieurs sont mis en terre – en l'occurrence très<br>enrichie - et on prévoit de les multiplier plus ou<br>moins artifidellement  |



Synthèse de l'analyse comparée de 3 pays

Réseau FAR, 20/11/2012

Diapo n° 31

## 4.2. Analogies entre les systèmes (points communs, « invariants »)

| Paramètres                         | SYNTHESE  | Recommandation                            |
|------------------------------------|---|---|
| Période de la transformation       | Transformation en cours (années 2000 et 2010) avec des réflexions depuis une longue       | -   |
|                                    | période   |   |
| Durée de la transformation         | 10 ans minimum, plutôt 15-20 ans, soit une génération                                     | En lien avec les PTF le plus tôt en       |
| (préparation incluse)              | Durée extra longue tant dans la maturation (avant-projet), de la construction () et de la | amont                                     |
|                                    | mise en œuvre de la transformation  |   |
| Moyens                             | En dizaines de M€ (mais jusqu'à 100 M€ ou plus)   |   |
|                                    | En lien avec les PTF  |   |
| Cadre politique général de la      | Cadre sectoriel en rapport avec :   | Cadre nécessaire (même si pas             |
| transformation                     | - l'agriculture et le développement rural   | uniforme)                                 |
| (cadre large d'orientation)        | - l'emploi  |   |
|                                    | - la lutte contre la pauvreté   |   |
|                                    | (secteur pas toujours uniforme)   |   |
| Multiplicité de ministères         | Plus ou moins grande  |   |
| Concertation entre les acteurs     | Existence de concertation mais plus ou moins récente et plus ou moins avancée             | Nécessité de construire un cadre de       |
| (et cadre de concertation)         | C'est un résultat de l'histoire du pays   | concertation                              |
|                                    | Par la concertation : à un moment ou un autre, ça se rencontre – mais qd, NSP             |   |
| Diversité et complexité            | Grandes avec richesse d'expérience partout  |   |
| d'expériences des acteurs en FAR   | Issues de l'histoire  |   |
| Partenariat technique et financier | Oui, qu'elle soit imposée, intégrée, souhaitée  | Nécessité/Recherche de financement        |
|                                    | Avec les dimensions   | chez les bailleurs étrangers (bon timing, |
|                                    | - financières ; moyens sut un temps long  | rencontre historique) = les bailleurs     |
|                                    | techniques : cela implique souvent une « assistance technique » étrangère, voire          | doivent être impliqués dans les           |
|                                    | même des influences externes  | réflexions en amont                       |

Synthèse de l'analyse comparée de 3 pays

Réseau FAR, 20/11/2012

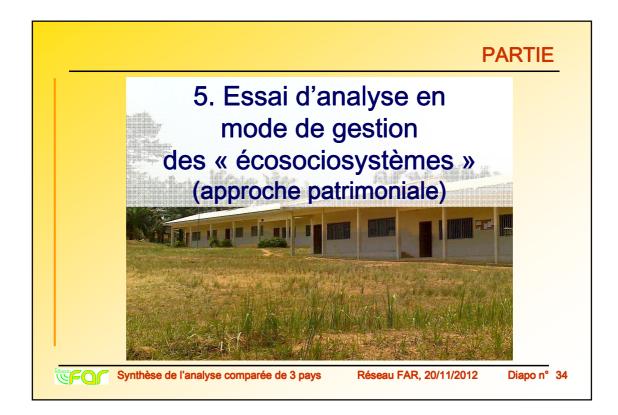
### 4.2. Spécificités des systèmes (différences, « variants »)

| Paramètres  | SYNTHESE   | Recommandation                           |
|---|--|--|
| Systèmes de formation Des cadres globaux et des périmètres différents (où commence le disp                        |  | On ne peut pas prendre un dispo et le    |
|   | d'un territoire, besoins de formation et où finit-il ?                         | calquer – c'est dans le processus que ça |
|   | Avec des acteurs ministériels en nombre très variable                          | se joue                                  |
|   | Un niveau de centralisation variable   |  |
| Cadre légal   | Existe et prend des formes différentes   | Il en faut ! Et besoin d'être adapté ou  |
| + Cadre institutionnel de la FAR  | La question est qui porte le dispo ?   | créé                                     |
| Le cadre existe tis : des pays ont le même dispo -  |  |  |
| Existence d'une vision commune Très liées aux caractéristiques existantes et aux conditions réunies               |  | Il en faut                               |
| Degré de diversité des acteurs de Variable avec des secteurs publics, privés et associatifs d'importance variable |  | Nécessité de coordination                |
| la formation Coordination ou pas entre les secteurs et/ou en sein des secteurs                                    |  |  |
| Ingénierie pédagogique Diversité obligatoire  |  | L'ingénierie est fonction du dispositif  |
| /méthode pédagogique mise en  |  |  |
| œuvre   |  |  |
| Cas du « R » de FAR   | Pas d'approche géographique = région, ruralité ???                             | C'est une source de conflit à résoudre   |
| Statut de l'exploitant agricole Variable Impact à long terme  |  |  |
| Référentiel métier dans le dispo  | (+ effet à mesurer à très long terme sur la transformation des sociétés par le |  |
|   | changement des normes du métier d'agriculteur)                                 |  |
|   |  |  |

Synthèse de l'analyse comparée de 3 pays

Réseau FAR, 20/11/2012

Diapo n° 33



## La théorie de la gestion patrimoniale

- L'approche en mode de gestion ou « gestion patrimoniale »\* permet d'analyser la gestion d'une ressource donnée dans un environnement donné dans les deux dimensions de :
  - concertation entre acteurs
  - vision globale
- > Ici, application:
  - la ressource : centres et établissements de FAR
  - le milieu : l'espace national de l'Etat
- L'espace sur lequel agissent différents acteurs peut être présenté comme un écosociosystème ou un système d'action. Il est caractérisé par l'abondance de ses interrelations. Les acteurs ne peuvent plus intervenir directement ; la gestion, trop complexe, génère des conflits.
- \*: Théorie mise au point par l'économiste français Henri Ollagnon en étudiant la nappe d'eau en Alsace et la restauration des terrains de montagne dans les années 1970.



Synthèse de l'analyse comparée de 3 pays

Réseau FAR, 20/11/2012

Diapo n° 35

## Application à la gestion de la FAR

#### Mode de gestion Parcellisé Fermé

Les centres de formations agissent sans lien entre eux (dans l'ignorance des uns des autres, en autarcie...) et sans lien avec l'Etat (de façon délocalisée, sans unité)

- o Sorte de « front pionnier » de la FAR = fragmentations de la demande et de l'offre
- Situation de gestion directe mono-acteur très rare
- → Pas de politique publique

#### Mode de gestion Parcellisé Ouvert

Les centres de formation agissent de façon fragmentée mais ne sont plus les seuls acteurs. Ils transfèrent des responsabilités vers les acteurs institutionnels (Etat, OP, réseau...)

- o Sorte de système de FAR démantelé-libéraliséprivatisé (dans le cadre des PAS)
- o Relative unité de la demande et fragmentation de
- → Politique publique de principes libéraux

#### Mode de gestion Unitaire Fermé (ou mode de gestion de proximité)

collective des centres de formation qui sont sans relations entre eux (l'Etat en général mais aussi structure traditionnelle, réseau...)

- Sorte de système étatique centralisé avec peu d'interaction avec les acteurs
- Fragmentation de la demande et essai d'unification de l'offre

#### Mode de gestion Unitaire Ouvert (ou mode de gestion patrimonial)

Existence d'une structure qui permet la gestion La gestion est négociée entre les centres de formation pour une gestion globale du système avec l'Etat (dialogue, stratégie, régulation...).

- o Sorte de système de FAR décentralisé et régulé avec un Etat sachant s'autolimiter et ayant des moyens
- Essai de cohérence entre la demande et l'offre → Politique publique de principes sociaux-démocrates
- → Politique publique de principes sociaux

Note: on dit parfois « autarcique » au lieu de « fermé » (gestion mono-acteur de la ressource) et « délocalisé » au lieu de « ouvert » (gestion pluri-acteur de la ressource)

On conçoit assez facilement qu'on pourrait remplacer centres de formations par filière agricole, par recherche agronomique ou par OP.



Synthèse de l'analyse comparée de 3 pays

Réseau FAR, 20/11/2012

Diapo n° 36

# L' Audit patrimonial pour caractériser le système d'action avant de négocier

Caractériser le système d'action consiste dans les faits à conduire un travail d'enquête ou d'audit patrimonial pour préciser :

- L'espace où se situe le conflit :
  - le bon découpage de l'espace est critique
  - l'étude de milieu pour découper l'espace
  - les frontières se dessinent en creusant le problème
- Les acteurs et leurs logiques :
  - > 1er problème : le choix du niveau d'organisation
  - 2<sup>nd</sup> problème : les logiques des acteurs
- ▶ les interrelations au sein de l'écosociosystème (l'expression du conflit)
  - les interrelations s'analysent au niveau de l'espace
  - les interrelations s'analysent au niveau des acteurs
- Les conditions réunies pour passer à la négociation

Source: La gestion patrimoniale, s.d., durbaneffect.free.fr/.../D32-21L3%20gestion%20patrimon....



Synthèse de l'analyse comparée de 3 pays

Réseau FAR, 20/11/2012

Diapo n° 37

# 6. Conclusion Synthèse de l'analyse comparée de 3 pays Réseau FAR, 20/11/2012 Diapo n° 38

### 6. QUELQUES CONCLUSIONS (1/2)

- Le travail sur le long terme : une génération
- Le besoin de moyens et le dialogue avec les PTF en amont
- Le cadre légal de la formation mais aussi de l'ensemble du dispositif (SNFAR)
- La concertation entre principaux acteurs notamment la participation des producteurs à tous les niveaux du système : de la gouvernance nationale à la réalisation de formation en passant par l'identification des attentes, la définition des besoins, la gestion partenariale des centres...
- La richesse des expériences et la nécessité de coordonner les acteurs de la formation
- La diversité des méthodes pédagogiques



Synthèse de l'analyse comparée de 3 pays

Réseau FAR, 20/11/2012

Diapo n° 39

#### 6. QUELQUES CONCLUSIONS (2/2)

« Appropriate, do no imitate » : il n'y a pas de modèles mais des expériences et des processus

Les pays sont plus ou moins en marche vers la co-construction et la gestion concertée des systèmes ou dispositifs nationaux de FAR... (Analyse pessimiste ou optimiste : le verre « à moitié vide » ou « à moitié plein »...)

Synthèse de l'analyse comparée de 3 pays

Réseau FAR, 20/11/2012

Diapo n° 40

# Capitalisation du programme AFOP



Résumé du travail réalisé et présenté par Dominique Walch-Virgili 20 novembre 2012

Atelier FAR, Yaoundé (Cameroun), 20-22 novembre 2012

#### PREAMBULE:

#### Support de la présentation :

> Le dossier réalisé dans le cadre de la mission de capitalisation d'expérience de la rénovation du dispositif de la formation agropastorale et rurale réalisée entre mai et novembre 2012

#### Objectifs de la mission :

- 1. Elaborer la mémoire du processus de rénovation, étapes et méthodologie (processus factuel à partir des activités réalisées)
- Comprendre le processus des valeurs partagées du programme (à partir des entretiens semi-directifs)

#### Principe de présentation retenu :

- Une présentation en 2 parties
  - Partie 1 : S'attachera à dérouler la démarche de construction du programme
  - Partie 2 : Tenter de raisonner le processus d'adhésion de l'ensemble des acteurs impliqués s'est mis en place

#### **LE PROGRAMME AFOP:**

PROGRAMME D'APPUI À LA RÉNOVATION ET AU DÉVELOPPEMENT DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DANS LES SECTEURS DE L'AGRICULTURE, DE L'ÉLEVAGE ET DES PÊCHES



#### **\*** UN PROGRAMME PROCESSUS EXPERIMENTAL :

>IL SE CONSTRUIT PAR ÉTAPES SUCCESSIVES AU FIL DU TEMPS ET DES BESOINS DE L'ÉLABORATION DU PROGRAMME

>IL S'APPARENTE AU PROCESSUS D'UNE RECHERCHE-ACTION À L'ÉCHELLE NATIONALE

#### **❖ LA DURÉE DU PROGRAMME :**

> AFOP 1 : 2008-2012 > AFOP 2 : 2012-2016

3

#### **UN CADRE:**

- > Un projet du gouvernement camerounais :
  - Dans le cadre du Contrat de désendettement et du Développement (C2D)
  - ■Sous la maîtrise d'ouvrage du MINADER et du MINEPIA

#### **❖DES ENJEUX:**

- > La réduction du chômage et la création d'emplois
- ➤ Le rajeunissement de la main d'œuvre agricole
- > L'accroissement des superficies
- > L'intensification des systèmes de production
- L'appui à la mise en place des unités de 1ère production

#### **❖** UNE FINALITÉ :

> UNE MEILLEURE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE DES JEUNES DES SECTEURS DE L'AGRICULTURE ET DE L'ÉLEVAGE EN VUE D'UNE MEILLEURE INSERTION.

#### **❖UN BUDGET POUR LA RÉALISATION D'AFOP 1 :**

> 7,8 MILLIARDS CFA EN 4 ANS

#### **UN POSTULAT:**

> ABSORBER 60 000 EMPLOIS PAR AN DANS LE SECTEUR AGROPASTORAL

#### **❖UN OBJECTIF:**

> AMELIORER L'OFFRE DE FORMATION EN L'ADAPTANT AUX BESOINS DES ACTEURS LOCAUX

#### **❖DES CHOIX PRÉDOMINANTS:**

- > Construire un dispositif répondant à la demande sociale et territoriale
- > Placer les centres de formation au service du territoire

#### **❖** DES VALEURS PRÉPONDÉRANTES :

- > L'apprenant est au centre de la réflexion sur le dispositif
- > Le développement de l'esprit de solidarité collective
- > La participation de chacun dans la co-construction du dispositif

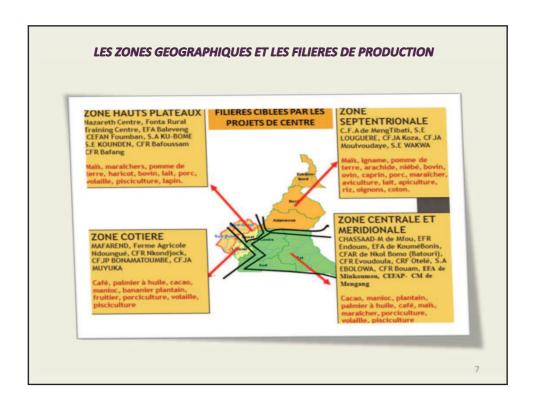
- [

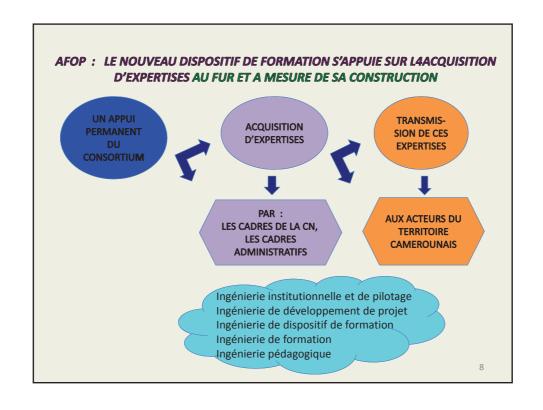
#### **DES ACTEURS :**

- > Des acteurs institutionnels :
  - Les représentants du C2D, de l'AFD, de la CAA
  - Les responsables des cellules d'enseignement du MINADER et du MINEPIA
- > Les personnels de la coordination nationale
- ➤ Les acteurs locaux territoriaux :
  - Les directeurs de centres et d'établissements et les personnels d'enseignement
  - Les représentants des comités de gestion
  - Les maires et autorités communautaires, les ONG, les associations et entreprises locales...
  - Les professionnels, les référents, les familles des apprenants
  - Les apprenants

#### > Les acteurs extérieurs :

Les experts du Consortium de Montpellier Supagro

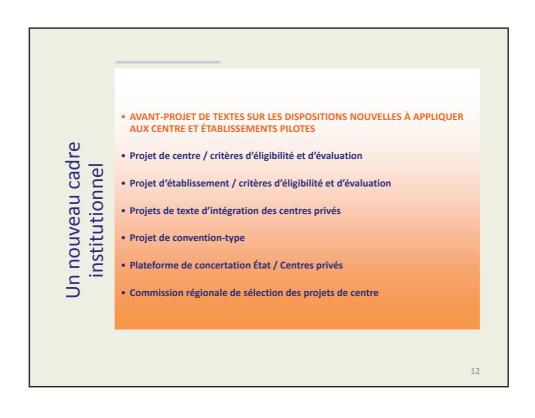




| PÉRIODES       | ÉTAPES  | DESCRIPTION   |
|----------------|---|---|
| 2008           | Installation du programme   |   |
| 2009           | Construction d'un projet innovant   | Nouveau cadre institutionnel, nouveaux statuts, nouvelles missions pour les centres et les écoles |
| 2009 à<br>2012 | Mise en œuvre d'un dispositif de formation camerounais en co-construction | Nouveau dispositif de formation , nouvelles missions, nouvelle postures des acteurs de terrain    |
| 2009 à<br>2012 | Vers une offre de formation adaptée à la demande camerounaise             | Enquêtes de terrain, écriture de référentiels métiers et de certification                         |
| 2010 à<br>2011 | Construction d'une offre de formation adaptée aux producteurs             |   |
| 2010 à<br>2012 | Formation des formateurs et professionnalisation des moniteurs de centre  |   |
| 2011 à<br>2012 | Formation des formateurs des écoles                                       |   |
| 2011 à<br>2012 | Construction de l'offre de formation des techniciens supérieurs           | Co-construction avec la FASA  |

| DEMARCHES SUCCESSIVES DE LA CONSTRUCTION DU PROGRAMME A. INSTALLATION DU PROGRAMME   |  |  |
|--|--|--|
| LES ETAPES   | ACQUISITION D'EXPERTISES ET DE COMPETENCES   |  |
| Convention d'affectation des fonds   | Formalisation de programme international   |  |
| PTAB 2008 et 2009  | Elaboration d'un programme technique annuel budgétisé  |  |
| L'Élaboration du manuel de procédures  | Ecriture d'un manuel de procédures   |  |
| Création, organisation et fonctionnement du Comité de pilotage   | Mise en place d'un comité de pilotage, de ses acteurs et de se fonctionnement                                      |  |
| Création de la Commission Spéciale des marchés   | Mise en place de la Commission Spéciale des marchés et compréhensie de ses attributions et fonctionnement          |  |
| Mobilisation des ressources financières  | Acquisition des contraintes et obligations comptables liées at opérations de gestion budgétaires                   |  |
| Organisation de la première session du Comité de Pilotage  |  |  |
| Organisation du lancement officiel du programme au plan national   | Elaboration d'une action de communication nationale informant av<br>précision sur les objectifs et résultats visés |  |
| Organisation et animation des ateliers de lancement du Programme dans les quatre zones   | Elaboration d'une action de communication et d'information d'envergure et ciblée                                   |  |
| Organisation de la mission de collecte des données<br>nécessaires à la présélection des centres et<br>établissements de la phase pilote du programme | Elaboration d'une enquête de terrain en fixant des critères préc<br>d'évaluation et de faisabilité ciblée          |  |
| Création de commissions régionales de sélection des projets de centres   | Mise en place des Commissions, de ses acteurs et de son fonctionneme   |  |





# C. ELABORATION DES PROJETS DE CENTRES ET DES PROJETS D'ETABLISSEMENTS : LE PREALABLE AUX DISPOSITIFS DE FORMATION

- Formation à l'ingénierie des dispositifs de formation des membres de la CN / des équipes Projet / des correspondants de zone
- Élaboration d'un guide méthodologique de l'élaboration d'un projet de centre
- Formation des directeurs (centres / établissements)
- Participation des partenaires locaux à cette formation
- · Adaptation du guide méthodologique
- Élaboration d'un projet pour chaque centre / établissement

13

# Formation à la conduite d'enquête de terrain • Cadres Administratifs, • Coordination Nationale, • Acteurs Locaux Elaboration des outils suivants : • Guide d'entretien • Fiches de saisie Enquête dans les 6 grandes zones agro-écologiques Enquête dans les 6 grandes zones agro-écologiques • Exploitant agricole • Moniteur de centre • Agent de développement

#### E. ACTIONS DE COMMUNICATION SUR LA NOUVELLE OFFRE DE FORMATION

#### • OBJECTIFS:

- SENSIBILISATION DES ACTEURS INSTITUTIONNELS
- FAIRE CONNAÎTRE LE PROGRAMME AUX ACTEURS DU TERRITOIRE

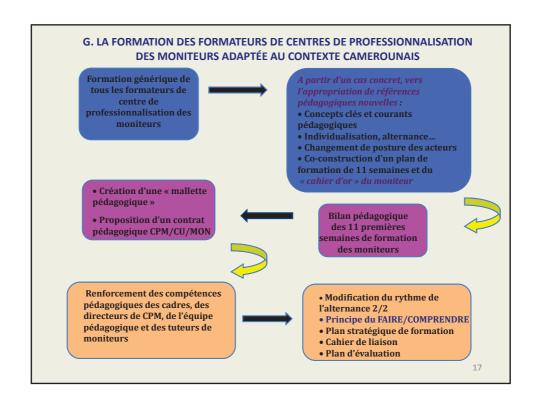
#### • ACTIONS DE COMMUNICATION:

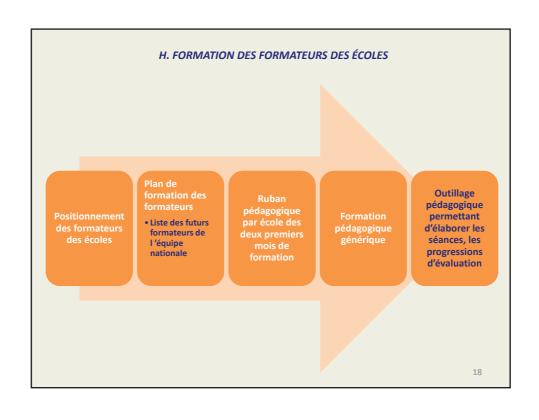
- ORGANISATION D'ÉCHANGES/DÉBATS AVEC LES MINISTÈRES / CADRES / PROFESSIONNELS
- RÉALISATION DE DÉPLIANTS, AFFICHES, INSTALLATION DE STANDS LORS DE MANIFESTATIONS LOCALES
- RÉALISATION D'UN DOCUMENTAIRE VIDÉO PRÉSENTANT LES ACTIVITÉS D'AFOP

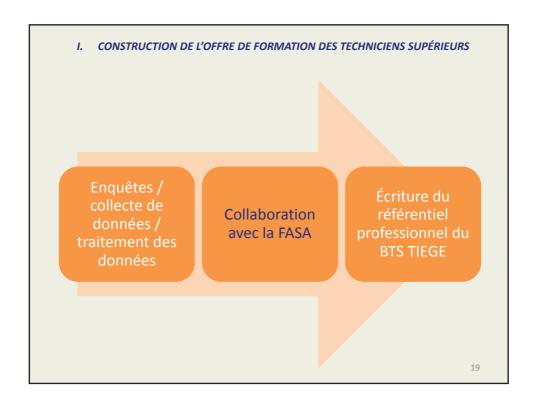
15

#### F. VERS LA CONSTRUCTION D'UNE OFFRE DE FORMATION ADAPTÉE AUX PRODUCTEURS

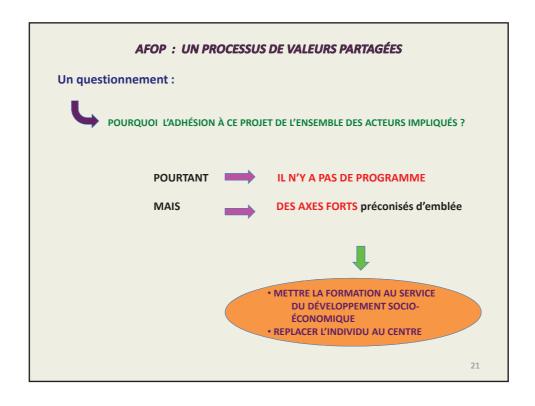
- Identification des opportunités de métiers par zone agro-écologique
- Enquêtes et recueil de données par zone
- Écriture des référentiels métiers (PMEA / Pêcheur / Para-vétérinaire / EAP)
- Écriture des référentiels de formation correspondants

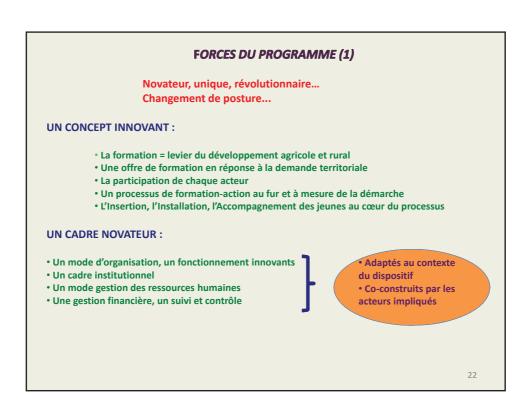






| ANNÉES              | TYPES D'EXPERTISES                               | EXPERTISES ACQUISES ET PRODUCTIONS  |
|---------------------|--|---|
| 2007-2008           | INGENIERIE<br>INSTITUTIONNELLE ET<br>DE PILOTAGE | Conventions, manuel de procédures, organes d'orientation et de gestion, commission spéciale des marchés, comités de pilotage  |
| 2009                | INGENIERIE DE<br>DÉVELOPPEMENT DE<br>PROJET      | Etat des lieux des centres et écoles, analyse des textes existants, avants projets de textes, co-construction nouveaux statuts et missions des centres et écoles  |
|                     | INGENIERIE DES<br>DISPOSITIFS DE<br>FORMATION    | Elaboration des projets de centres et d'école, Formation de 34 directeurs de centres et 27 directeurs d'établissements, élaboration d'outils de diagnostics agraire, plan triennal, outils d'évaluation |
|                     | INGENIERIE DE<br>FORMATION                       | Ecriture des référentiels métiers d'exploitant agricole (EA) et de moniteur (MON)   |
| 2010, 2011,<br>2012 | INGENIERIE DES<br>DISPOSITIFS DE<br>FORMATION    | Formation de 13 nouveaux directeurs, élaboration des projets de centres, formation des directeurs aux dispositifs de l'alternance et de l'individualisation   |
|                     | INGENIERIE DE FORMATION                          | Ecriture des référentiels de certification EA et MON, écriture des référentiels ADAP, EAP, PMEAP, Pêcheur, para-vétérinaire   |
|                     | INGENIERIE<br>PÉDAGOGIQUE                        | Formation à l'approche systémique, aux concepts pédagogiques, à la pratique de l'alternance et de l'individualisation, professionnalisation des MON, formation des référents                            |
| 2012                | INGENIERIE<br>PÉDAGOGIQUE                        | Formation des moniteurs à l'accompagnement des projets  |





#### **FORCES DU PROGRAMME (2)**

#### **UNE PEDAGOGOGIE NOVATRICE:**

- La formation par alternance
- Le Faire pour Comprendre
- La co-construction des savoirs
- · L'approche systémique
- Les projets d'insertion et d'installation des jeunes

UNE GESTION DES CENTRES ET DES ÉCOLES PAR UN NOUVEL ORGANE DÉCISIONNEL : LE CONSEIL DE GESTION

LES ACTEURS DU MILIEU PROFESSIONNEL SONT AUSSI DES FORMATEURS

LES MONITEURS ET FORMATEURS PLUTÔT GUIDES, ANIMATEURS OU ACCOMPAGNATEURS

LES CONTENUS DE FORMATION EN LIEN AVEC LES PROJETS DES JEUNES ET L'ENVIRONNEMENT SOCIO-ÉCONOMIQUE ET CULTUREL DU TERRITOIRE LOCAL.

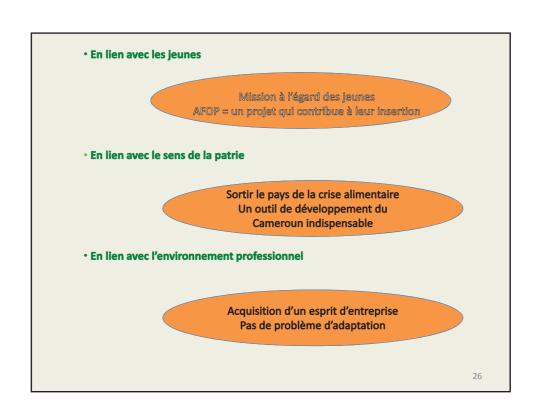
23

#### FORCES DU PROGRAMME (3)

#### UNE ÉQUIPE DIRIGEANTE: FORCE DE CONVICTION

- Par les valeurs intrinsèques et l'esprit diffusés
- Par les actes posés
- Par les compétences acquises et transmises
- Par la reconnaissance incontestée du leader
- Par le type de management basé sur la considération de tous
- Grâce à l'honnêteté et l'intégrité de tous

# MOTIVATIONS PERSONNELLES ET COLLECTIVES LES MOTIVATIONS COLLECTIVES: Réduire le chômage Du travail pour les jeunes Améliorer la production agropastorale Préparer de véritable producteurs • En lien avec la formation professionnelle La formation professionnelle, un vecteur de changement Nouveau challenge, nouvelles pédagogies



• En réponse à une aspiration collective

Un défi énorme, une voie salvatrice
Ce programme nous donne des ailes

#### LES MOTIVATIONS INDIVIDUELLES:

• En lien avec l'évolution de carrière

•Le développement du curriculum •Renforcement des capacités professionnelles

• En lien avec les conditions économiques et de travail

 On apprend tous les jours
 une autre façon de travailler, en équipe solidaire

27

#### •En résonance avec ses valeurs personnelles ou aspiration individuelle

• Une mission : voler au secours des couches sociales les plus basses
• Une formation personnelle, une richesse
• Une autre façon de travailler, en équipe solidaire
• La possibilité de rester au village
• Changer sa façon d'être
• Se faire reconnaître

#### QUELQUES PROPOS D'ACTEURS TÉMOIGNANT DU PROCESSUS D'ADHÉSION AU PROGRAMME AFOP

- > Une construction par co-construction, ça stimule, c'est un challenge
- ➤On travaille en équipe, on se concerte, c'est une garantie de succès
- **➢On se sent comme une famille**
- >Nous avons à la tête du programme quelqu'un se donne et qui donne l'exemple
- ➤ Tous les avis comptent
- > Tous les acteurs sont considérés et récompensés pour leur investissement
- Une communauté d'esprit étonnante, tout le monde est concerné, engagé
- $\succ$ Le projet ne peut pas se faire sans nous, c'est nous qui donnons la matière à réflexion à AFOP
- ▶C'est un espoir qui renaît
- > C'est l'apprentissage de la vie, c'est une autre ECOLE, une école qu'il faut apprendre
- >C'est un moyen d'exister, un projet de vie
- >C'est un grand plaisir d'être dans ce dispositif, on se sent utile
- > Nous voulons être considérés comme des professionnels exploitants agricoles
- >Avant je n'avais rien à faire, maintenant j'ai un projet
- >J'aime voir que j'ai appris quelque chose aux jeunes

29

#### DES INDICATEURS DE RÉUSSITE DU PROGRAMME

#### 1. SUR LE FONCTIONNEMENT DE L'ÉQUIPE DIRIGEANTE :

- L'équipe est restée soudée, il n'y a pas de tension, pas de favoritisme, tout le monde a mordu, tout le monde accepte les contraintes
- Les cadres qui bossent presque 24h sur 24h depuis 3 ans

#### 2. SUR L'ENVIRONNEMENT TERRITORIAL

- Il n'y a pas de vandalisme des centres de formation
- · Les villages revivent, se remplissent

#### 3. SUR LA VALORISATION PROFESSIONNELLE ET SOCIALE

- Les cadres bénéficient d'une véritable montée en compétences
- Les moniteurs sont en voie d'intégration et de contractualisation

#### 4. SUR L'IMPLICATION DES ACTEURS LOCAUX

- Tous les acteurs se sentent responsables de la réussite du projet et tout le monde sait ce qui se passe
- Des autorités locales mettent des parcelles à disposition pour la construction d'un centre

#### 5. SUR LE FONCTIONNEMENT DES CENTRES ET DES ÉCOLES

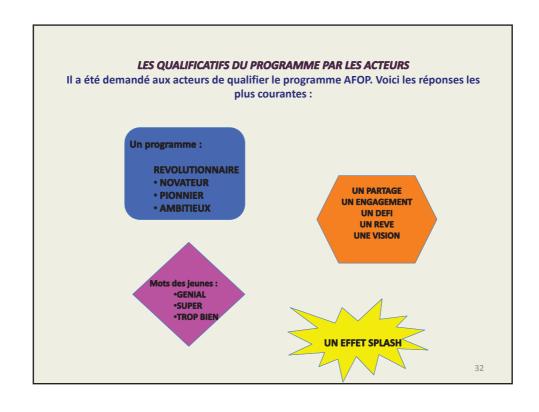
- Tout le monde accepte les changements de posture que nécessite le nouveau fonctionnement, les réunions hebdomadaires, le ruban pédagogique, le suivi des stages...s'approprie le même langage...
- Tout le monde entre dans le plan B souvent très contraignant
- Les nouvelles règles comptables sont respectées : les dépenses sont justifiées et validées
- Le nombre de candidatures ne cesse d'augmenter (2 à 3 fois plus que de places)
- Le taux d'abandon des apprenants est très faible (moins de 6 %)

#### **6. SUR LES APPRENANTS**

- Ils restent jusqu'au bout de leur formation
- Ils s'approprient leurs projets d'insertion et démarrent des expériences de culture et d'élevage à petite échelle en cours de formation
- Ils participent à la réhabilitation des équipements collectifs du centre ou de l'établissement de formation
- Ils ont acquis une aisance d'expression qui leur permet de soutenir leurs projets

#### 7. SUR LES FAMILLES

 Des parents sont prêts à céder un peu de terre à leurs enfants ou à faire un emprunt pour les aider à s'installer



#### **REFLEXIONS SUR CETTE EXPERIENCE:**

UN PRÉALABLE INQUIÉTANT



Crise alimentaire
Fort taux de chômage
Les résultats mitigées des politiques précédentes

LE PROJET = UN NOUVEL ESPOIR

#### LE TERRITOIRE ET LES JEUNES AU CENTRE DE LA RÉFLEXION

#### Les conditions de la réussite :

- → un rêve partagé
- → un projet novateur
- → une démarche participative
- → la considération de tous
- → un leader incontesté
- → une gouvernance transparente



**UN CHANGEMENT DE PARADIGME** 

33

# FRAGILITES ET SUGGESTIONS (1/2)

|   | FRAGILITÉS   | SUGGESTIONS   |
|---|--|---|
| Management  | Peu d'anticipation<br>Décisions dans l'urgence   | Planification Organisation des procédures Décisions écrites Mettre en place des outils de suiviévaluation               |
|   | Nécessité de gérer la croissance   | Déléguer plus largement aux CZ<br>Embauche de Cadres supplémentaires<br>Impliquer + fortement les Comités de<br>gestion |
| Fonctionne-<br>ment des<br>centres et<br>des Ecoles | Lenteur de la réalisation des<br>infrastructures<br>Forte charge de travail pour les<br>directeurs | Accompagnement, mutualisation , appui   |
|   | Ressources documentaires et informatiques à étoffer  | Centres de ressources et multimédias  |
|   |  |   |

| FRAGILITES ET SUGGESTIONS (2/2)                        |  |  |    |
|--|--|--|----|
|  | FRAGILITÉS   | SUGGESTIONS  |    |
| Gestion des<br>RH dans les<br>centres et les<br>écoles | Précarité et diversité de la fonction de moniteur              | Clarifier le statut, améliorer leurs conditions matérielles  |    |
|  | Les personnes ressources                                       | Formation à la pédagogie des PR  |    |
| Pédagogie  | Approfondissement et perfectionnement de tous les intervenants | Dispositif de Formation continue et centres de ressources dans les CPM Certification et inspection |    |
| L'insertion / installation                             | Dispositif à conforter   |  |    |
|  |  |  |    |
|  |  |  |    |
|  |  |  |    |
|  |  |  | 35 |







# Plan de l'exposé

- Ingénierie des dispositifs de formation ١.
- Ingénierie de formation 2.
- Ingénierie pédagogique 3.
- Formation des acteurs 4.
- Formation des jeunes 5.
- Formation des producteurs en activité 6.
- 7. Développement des partenariats
- Défis et perspectives 8.



# 1. Ingénierie des dispositifs de formation

## Nouveau cadre réglementaire :

Neuf textes produits

### Nouveaux organes de pilotage et d'animation du dispositif de formation:

- comité de pilotage ;
- I comité technique ;
- 10 commissions régionales de sélection et d'approbation des projets;
  53 conseils de gestion/administration
- dans les structures de formation







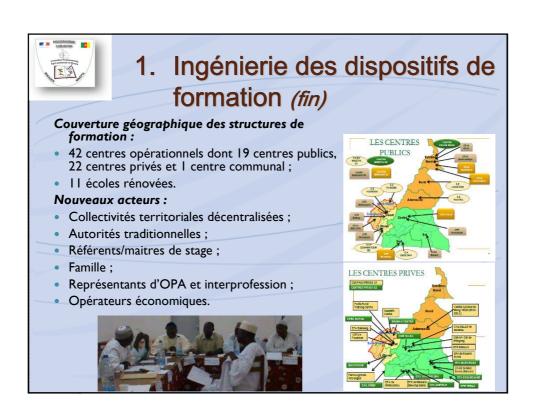
# Ingénierie des dispositifs de formation (suite)

#### Nouveaux outils d'orientation du dispositif:

- Guide de gestion administrative et financière ;
- Guide méthodologique d'élaboration des projets de centre ;
- Guide méthodologique d'élaboration des projets d'établissement ;
- Guide méthodologique d'élaboration des référentiels ;
- Manuel de sélection et d'approbation des projets de centre ;
- Manuel de sélection et d'approbation des projets d'établissement;
- Guide d'accompagnement des porteurs des projets.

#### Nouveaux outils de pilotage :

- Le projet de centre ;
- · Le projet d'établissement





# 2. Ingénierie de formation

- 6 Référentiels de métier élaborés dont 5 nouveaux parcours et I parcours rénové
- 42 Plans de formation élaborés dont un par centre



# 3. Ingénierie pédagogique

#### Nouvelle démarches pédagogiques

- Analyse systémique des systèmes agraires
- Construction sociale de la demande et de l'offre de formation des producteurs ;
- Formation par alternance. à trois pôles
- Pluri- disciplinaire
- Individualisation
- Positionnement

#### **Nouveaux outils**

- Outils d'alternance dans les centres :
- Plan Stratégique de formation
- Questionnement
- Mise en commun
- Fiche de suivi
- Cahier de liaison
- Rapport de mise en commun
- Guide d'animation pédagogique
- Guide d'évaluation



# 3. Ingénierie pédagogique (fin)

# Outils de formation dans les écoles :

- Ruban pédagogique
- Guide d'animation pédagogique
- Guide de stage
- Guide d'évaluation





## 4. Formation des acteurs

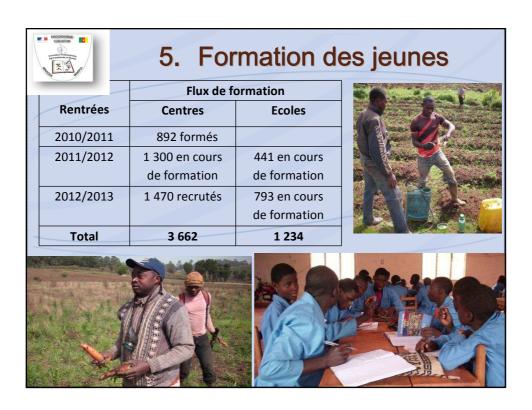
- 25 cadres du MINADER et du MINEPIA formés avec l'accompagnement du Consortium Montpellier Sup-Agro en ingénierie de dispositifs de formation, en ingénierie de formation et en ingénierie pédagogique;
- 157 moniteurs dont 115 formés et 42 en cours de formation;
- 45 directeurs de centre formés à l'élaboration des projets de centre, à la gestion administrative et financière et à la pédagogie;
- 23 promoteurs de centre privé aux principes de gouvernance d'un centre et à la pédagogie;
- 25 directeurs d'écoles formés à l'élaboration des projets d'établissement, à la gestion administrative et financière et à la pédagogie;
- 67 formateurs formés à la rénovation pédagogique;
- 1490 référents professionnels formés à leur rôle ;
- 199 maitres de stage formés à leur rôle ;
- 900 partenaires locaux formés à l'animation du dispositif

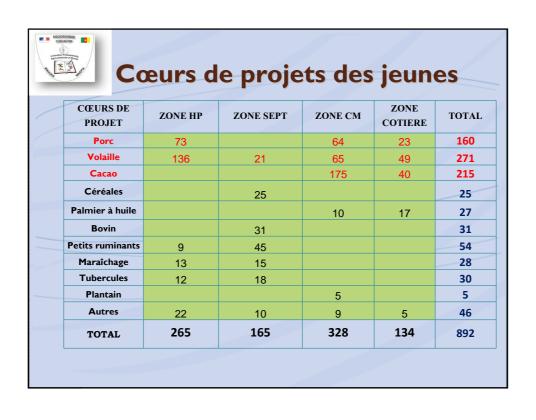


Formation des directeurs de centres à l'élaboration de projets



Formation des partenaires locaux







# Formation des producteurs en activité

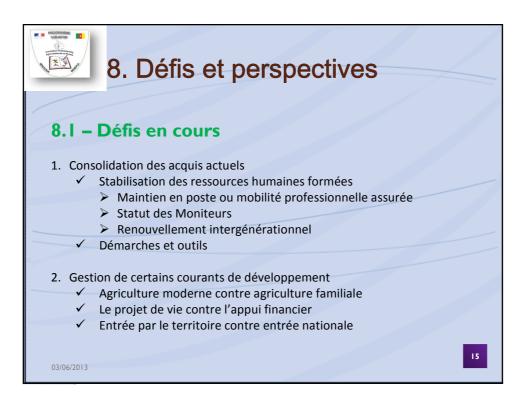
I 605 producteurs formés



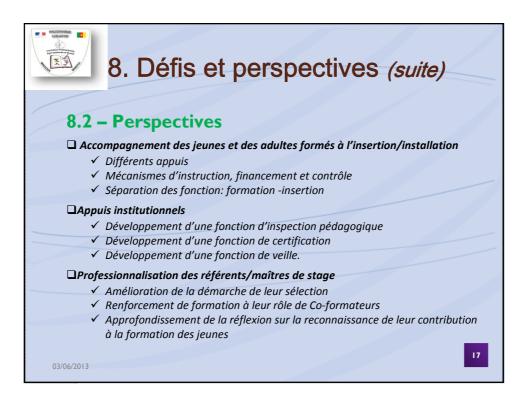


# 7. Développement des partenariats institutionnels

- Développement expertise: Consortium Montpellier SupAgro
- Formation des Formateurs Faculté d'Agronomie et des Sciences Agricoles (FASA) de l'Université de Dschang, (Master 2 en Ingénierie de Formation et Développement Rural (IFDR) avec 2 grandes options)
  - · Conception et pilotage des dispositifs de formation ;
  - Conduite d'un enseignement, d'une formation professionnelle.
- Cofinancement de la formation DISOP, FEMAFARC, CNEFAC
- Appui à l'insertion des jeunes porteurs de projets : Interprofessions (CICC, IPAVIC), Acteurs des territoires(Partenaires locaux, projets et programmes MINADER-MINEPIA);
- Amélioration des systèmes d'exploitation: Programme PAR
- Formation Continue et Gouvernance des groupements: ACEFA
- Capitalisation des résultats: stages étudiants avec: FASA, IRC, CODEV,









# **AUTRES DOCUMENTS**

#### Liste

1. Tchad: Présentation du Conseil National de Concertation des Producteurs Ruraux du Tchad (CNCPRT)

par Asdjim Madjadoumbé, Chargé de Communication, de Formation et de l'Organisation, CNCPRT (texte, 4 pages)

2. Haïti: Quelques notes sur la formation professionnelle agricole

par Jean-Daniel Michel, Direction de la Formation et de la Promotion de l'Entreprenariat agricole, Ministère de l'Agriculture, des Ressources naturelles et du Développement rural (MARNDR) (texte, 2 pages)

3. Cambodge : Panorama du système national de vulgarisation agricole

(texte en anglais de 9 pages : « Overview of Agricultural Extension System in Cambodia »)

par Mak Soeun, « Department of Agricultural Extension », « Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries » (DAE-MAFF)

4. Cambodge : présentation des maisons familiales rurales (MFR)

(diaporama en anglais de 3 pages : « Cambodia Rural Household Education Association : Russey Leap Village, Som Yaung Commune, Kampong Ro District, Svay Rieng Province »)

par Thach Rattana, Bureau agricole provincial, et Mao Minea, Département de la Vulgarisation agricole, Ministère de l'Agriculture, des Forêts et de la Pêche(MAFF)



# CONSEIL NATIONAL DE CONCERTATION DES PRODUCTEURS RURAUX DU TCHAD (CNCPRT)

Téléphone portable: 66 31 91 61 / 99 13 99 19

Mail: <a href="mailto:cncprt\_optchad@yahoo.fr">cncprt\_optchad@yahoo.fr</a> /apmtchad2000@yahoo.fr

**BP: 5995 - NDJAMENA- TCHAD** 

#### 1. Introduction

Quelques informations sur le Conseil National de Concertation des Producteurs Ruraux du Tchad (CNCPRT) :

- Créé en 2005
- Son siège national est situé dans la capitale Ndjamena.
- Il compte environs 60.000 Organisations Paysannes, structurées à plusieurs niveaux.
- Les membres mènent des activités agro-sylvo-pastorales
- Le CNCPRT est dirigé par un Conseil d'Administration, composé de 15 personnes

#### 2. Activités menées

Ce sont principalement:

- Des actions de plaidoyer en faveur des producteurs ruraux ;
- Un positionnement politique permettant d'influencer certaines politiques et programmes de développement: implication dans les différents comités de pilotage et suivi des projets de développement, membre du Conseil Economique Social et Culturel dont la Commission Développement Durable est dirigée par CNCPRT.
- Le CNCPRT est membre du conseil d'administration de l'ITRAD
- Participation à l'organisation du Forum National le sur le Développement Rural qui s'est tenu du 4 au 8 février 2012 ;
- Participation à l'organisation de l'atelier sur les effets du changement climatique, organisé par le CORAF/WECARD ;
- Participation à l'organisation d'un atelier des utilisateurs de la recherche en Juillet 2012,
- Création d'un collège des femmes pour les questions spécifiques aux femmes ;
- Le CNCPRT est identifié comme le point focal du réseau des acteurs de la formation dans le cadre de l'Université internationale Terre Citoyenne dont le projet est en cours d'élaboration ;

#### En termes de formation :

Le CNCPRT a réalisé deux formations : l'une sur « la gouvernance associative » et l'autre sur « les techniques d'élaboration et montage des projets » ; mais en perspectives, il est prévu de réaliser des formations en collaboration avec l'Université Internationale Terre Citoyenne, sur les modules suivants :

- Module 1 : « Changement climatique : ses effets sur les ressources naturelles en Afrique centrale, actions et stratégiques adoptées par les Etats »
- Module 2 : « Approche du développement local en lien avec les visions du développement des Etats et des bailleurs »
- Module 3 : « Gestion des terres : quels cadres juridiques adaptés, quelle place réservée aux petits producteurs ruraux face au phénomène d'acquisition à grande échelle »
- Module 4 : « Formation des leaders en techniques de négociation, de plaidoyer et de lobbying »
- Module 5 : « Commerce des produits agricoles : analyse du contenu des différents accords internationaux, régionaux et nationaux »
- Module 6 : « Le programme d'ajustement structurel : quel impact sur le développement des pays africains ? »

Ces modules seront confiés à des experts (nationaux et internationaux) pour donner un contenu étoffé et adapté aux apprenants. Les femmes bénéficient d'un encadrement particulier dans le cadre d'un projet de renforcement des capacités des organisations paysannes (PAOPA), initié par la Commission Européenne et le FIDA depuis 2009.

#### 3. Partenaires

Les principaux partenaires du CNCPRT sont :

| N° | Nom des partenaires                            | Objet de la collaboration   |
|----|--|---|
| 1. | Ministères en charge de<br>Développement rural | Consultation, suivi des projets, pilotage   |
| 2. | Cellule Permanente                             | Consultation, suivi des projets, pilotage   |
| 3. | FIDA   | Appui technique et financier dans la mise en œuvre des projets  |
| 4. | СЕ   | Appui technique et financier dans la mise en œuvre des projets  |
| 5. | FAO  | Appui technique et financier dans la mise en œuvre des projets  |
| 6. | CORAF  | Participation aux réflexions sur la recherché et<br>moyen de plaidoyer aux décideurs; facilitation au<br>montage des dossiers de la recherche |

| 7.  | UITC                       | Formation des leaders sociaux                      |
|-----|----------------------------|--|
| 8.  | AITC (Alliance             | Concertation, l'information et la formation des    |
|     | international terre        | leaders  |
|     | citoyenne)                 |  |
| 9.  | ITRAD-SNRA                 | Appui technique et financier dans la mise en œuvre |
|     |                            | des projets  |
| 10. | OFXAM-INTERMOON            | Appui technique et financier dans la mise en œuvre |
|     |                            | des projets  |
| 11. | ADEPA (association         | Appui technique dans la mise en œuvre des projets  |
| 12. | EMRC                       | Appui technique et financier dans la mise en œuvre |
|     |                            | des projets  |
| 13. | ACORD                      | Appui technique et financier dans la mise en œuvre |
|     |                            | des projets  |
| 14. | INADES-FORMATION           | Formation des paysans et paysannes dans les        |
|     |                            | techniques agricole (agriculture et élevage)       |
| 15. | BELACD                     | Appui technique et financier dans la mise en œuvre |
|     |                            | des projets  |
| 16. | BAOBAB (bureau d'appui     | Appui technique et financier dans la mise en œuvre |
|     | aux Organisations de base) | des projets  |
| 17. | EPICURE                    | Traitement des eaux (potabilisation des eaux       |
|     |                            | souillées)   |
| 18. | SWISSAID                   | Appui technique et financier dans la mise en œuvre |
|     |                            | des projets  |

#### 4. Contraintes

Ce sont notamment:

- CNCPRT est fortement dépendant des partenaires à cause de l'insuffisance des moyens propres de fonctionnement
- L'immensité du pays qui fait qu'il est difficile de couvrir les besoins des OP sans moyens conséquents
- Insuffisance d'appui au fonctionnement du siège national.



# Quelques notes sur la formation professionnelle agricole en Haïti<sup>1</sup>

Note faisant suite à l'Atelier international d'échanges du réseau international FAR du 20 au 22 novembre 2012, Hôtel Mansel, Yaoundé, Cameroun sur « Les démarches de rénovation, de création et de mise en œuvre de dispositifs de formation technique et professionnelle agricole et rurale »

La formation professionnelle est coiffée par une entité nationale, l'Institut National de la Formation Professionnelle (INFP) qui relève du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation Professionnelle (MENFP).

Au niveau de chaque ministère, il existe des structures, généralement des Directions techniques, qui s'occupent de la formation spécifique de leur secteur. En ce qui concerne le ministère de l'Agriculture, des Ressources naturelles et du Développement rural (MARNDR), c'est la Direction de la Formation et de la Promotion de l'Entreprenariat Agricole (DFPEA)<sup>2</sup> qui a la responsabilité de la formation professionnelle agricole au niveau moyen (techniciens agricoles, agents agricoles, agriculteurs, recyclage de cadres).

La formation formelle de techniciens et d'agents agricoles et forestiers a été stoppée il y a environ 25 ans. Il y avait alors deux écoles moyennes d'agriculture, l'une à Port-au-Prince (sur le campus du ministère de l'agriculture) et l'autre sur le plateau central (la ferme de Papaye), ainsi qu'une dizaine de fermes agricoles de l'Etat, parfois plusieurs par région<sup>3</sup>, qui organisaient des formations techniques courtes pour les producteurs locaux. Des initiatives privées ont relayé ce déficit avec des résultats plus ou moins mitigés en ce qui concerne la qualité des cadres moyens formés.

Un diagnostic récent du secteur agricole a fait ressortir le manque de techniciens moyens de qualité et autrement formés par rapport au passé. Les différents écoles et centres de formation ont été répertoriés. Trois consultants furent recrutés avec le soutien du Département de l'Agriculture des États-Unis d'Amérique (USDA) avec le mandat de finaliser une activité initiée depuis quelques années et qui devait permettre de :

Réseau FAR, Atelier Yaoundé, 20-22 nov. 2012

Informations sur les pays

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> Par Jean-Daniel Michel, Direction de la Formation et de la Promotion de l'Entreprenariat agricole, Ministère de l'Agriculture, des Ressources naturelles et du Développement rural (MARNDR).

<sup>&</sup>lt;sup>2</sup> Nouveau nom de la Direction de la Formation et du Perfectionnement des Cadres (DFPC).

<sup>&</sup>lt;sup>3</sup> Le pays comprend quatre régions - Grand Sud, Ouest, Grand nord et Est -, elles-mêmes subdivisées en départements (dix en tout, la diaspora pouvant constituer un onzième).

- (i) catégoriser les initiatives privées de formation ;
- (ii) recueillir des informations sur les curricula ;
- (iii) provoquer la réflexion sur la nécessité de réguler le secteur ;
- (iv) s'entendre sur un Plan Directeur de la Formation professionnelle agricole au niveau moyen.

Cela fut laborieux, mais ce niveau de formation relevant légalement et statutairement du ministère de l'Agriculture, les interlocuteurs ont réagi favorablement aux invitations qui leur furent adressées et on a abouti à la validation d'un Plan Directeur de la Formation professionnelle Agricole au niveau moyen. Une prochaine étape (début 2013) est la définition du Curriculum.

### Les partenaires

Outre l'USDA qui a aussi mis à la disposition du Ministère quatre bourses de niveau Maîtrise dans des universités américaines en vue de préparer des Cadres formateurs dans les domaines spécifiques désignés par le Ministère, nous citerons :

- le ministère des Relations Internationales du Québec (MRIQ) qui a commandité, à travers l'Oxfam-Québec en Haïti, une étude détaillée pour la valorisation de la formation au niveau de l'une des structures de formation, qui dispose d'un montant de 5 millions de dollars pour sa mise en œuvre, mais nécessite des partenariats;
- le ministère français de l'Agriculture qui a, en attendant la reprise de la formation des cadres moyens, offert à l'État trente bourses de niveau BTS (Brevet de Technicien Supérieur) au niveau du Réseau Antilles-Guyane, à raison de dix boursiers par promotion ; la 1<sup>ère</sup> promotion a bouclé le cycle et les deux autres sont en 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> années ;
- la Banque Mondiale qui envisage de participer à la relance des formations en supportant les coûts de certains aménagements et de certains équipements.

### Overview of Agricultural Extension System in Cambodia<sup>1</sup>

Par

Mak Soeun

Department of Agricultural Extension (DAE),

Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries (MAFF)

### 1. Introduction

Department of Agricultural Extension (DAE) of Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries (MAFF) was established in 1995 with the government mandate of developing a demand-driven, district-implemented, provincially-managed and centrally-overseen extension system appropriate to the needs of Cambodia.

The mission is to promote the quantity (yield) and quality of agricultural productions of Cambodia in a sustainable way by providing effective leadership, support and *improving human capacity* for a decentralized provincial based agricultural extension service managed by provincial department of agriculture and implemented through District Agriculture Offices (DAOs) and field extension agents.

The DAE is a leading government organization that contributes significantly toward the improvement of food security, rural income and agricultural production in Cambodia. Through its stewardship, national and provincial extension programs are coordinated, supported and managed by central services of DAE, Offices of Agricultural Extension (OAEs). So comprehensive and integrated extension services are effectively implemented by district and community-based extension workers.

Agricultural Extension System should consist in an effective management/extension system with infrastructures and capable human resources for disseminating technology and providing support to farming family and farming community country-wide in order to increase quantity and improve quality of market-oriented agricultural production and processing, so as to contribute to food security and income generation in environmentally sustainable and gender-responsive manner.

To achieve this general goal, agricultural extension has the following specific objectives:

- 1. Develop extension/facility and strengthen/expand extension systems by doing regular improvement on organization structure, role, responsibility and increasing cooperation and collaboration with relevant stakeholders to ensure sustainable extension operation;
- 2. Develop management system in response to development needs by improving planning, strategy, monitoring and evaluation systems and decision making;
- 3. Develop capacity of staff as well as capacity of partners (private sectors/NGOs) at all levels within extension systems to manage extension programs/activities and to provide support to farmers and farming community in agricultural production, agri-business and processing to respond to market needs and to increase rural farm income;
- 4. Develop and strengthen effectiveness and efficiency of mass media and agricultural technology broadcasting systems to support technology dissemination to farmers and farmers' communities;
- 5. Develop provincial and district [management] information systems to provide support and facilitate management and implementation of extension programs and activities; and
- 6. Support and encourage the development of farmer organizations and agricultural communities.

### 2. Agricultural Extension review

### 2.1 Extension Situation

The extension service program existed in Cambodia before 1970s with aim of transfer improved technology to farmers in rural areas including rice, vegetables and livestock. Several techniques and methods to transfer

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> Edited version of document available on: http://daecambodia.org/index.php/en/.

and disseminate technology and information to farmers were used by technical staff and extension officers and by mass media communication such Radio and TV. Extension system was stopped from 1975 to 1979 during Khmer Rouge regime.

After 1979, extension services were carried out by technical departments of the Ministry of Agriculture through target areas of research stations and agricultural development centers. In 1980 the Ministry created a committee for development extension materials such as scripts for radio and TV programs, booklets and posters for provincial and district agriculture office to disseminate to farmers.

In 1988, 'Australian Catholic Relief' (ACR) started extension work and in 1989 it sented a group of delegation from MAFF to visit agricultural extension program in Australia. ACR also trained 17 government officers from MAFF in extension and trained extension team. It also helped extension officers to work in 12 provinces (Kandal, Takeo, Prey Veng, Svay Rieng, Pursat, Kampong Cham, Siem Reap, Kampong Thom, Bantey Mean Chey, Kampong Chang and Kampong Speu). The extension activities also were carried by local and international NGOs through community development activities such as PADEK ('Partnership for Development in Kampuchea'), CIDSE (*Coopération Internationale pour le Dévelopment et la Solidarité*, now 'Development and Partnership in Action'/DPA), Church World Service (CWS), World Vision and CWS/LWS (Church World Service/Lutheran World Service).

MAFF created the Department of Agricultural Extension (formerly called the Department of Techniques, Economics and Extension) through Sub-degree No. 43 signed on May 17<sup>th</sup>, 1995 to implement agricultural extension activities. In 2000 Department name was changed to Department of Agricultural Extension (DAE) through Sub-degree No. 17 signed on 7<sup>th</sup> April 7<sup>th</sup>, 2000 as well as Sub-degree 188 signed on November 4<sup>th</sup>, 2008. DAE has mandate to lead and coordinate extension and technology transfer activities in Cambodia by collaboration with technical departments and institutions, provincial department of agriculture, service providers and field agents (e.g. NGOs) and local authority with the following activities:

- (i) facilitate and organize extension and technical training,
- (ii) farming system and technology development,
- (iii) farmer organization development,
- (iv) mass media and broadcasting of agricultural technology and,
- (v) assist and promote household food security and income generation.

### 3. Agricultural Extension systems

The four principal functions of extension will be considered:

- 1. Participatory assessment or Diagnosis of farmer socio-economic and agro-ecological condition of their constraints, opportunities and the needs.
- 2. Technology or message transfer through trainings, participatory technology development, mass media, awareness creation, skill development and education.
- 3. Provide feedback to researchers, scientists and policy makers on farmer reactions to new technology to refine future research agenda.
- 4. Development of linkages with researchers, policy makers, NGOs, service providers, farmer's organizations, credits and micro-finance, etc.

The Extension services also play roles transferring of knowledge, information and technology in four categories:

- Cultural and production techniques, such as cultivation and husbandry techniques (timing, planning and harvesting, use of inputs, crop management, pest management, soil fertility management, water management and control, animal production and health, post-harvest and farm-building design.
- Farm management, such as record-keeping, financial and organization management, legal/regulation issues, and business plan.
- Market and processing information, such as prices and market options and information, post-harvest and storage procedures, packaging techniques, transport and quality and purity standards.
- Community development, such as farmer organizations, agricultural community development and farmer user community/groups...etc.

### **Department of Agricultural Extension (DAE)**

At national level, the Department of Agricultural Extension (under DGA, MAFF) has responsibility for policy guidance and development, program development, quality assurances and control (M&E) of program implementation and provision of technical support to provinces and districts through training and mass media production. DAE has the mandate of managing extension program, and coordinating and facilitating agricultural extension in Cambodia. Technical departments and agencies such as technical department within Directorate Department of Agriculture (formerly Department of Agronomy and Agricultural Land Improvement/DAALI), Cambodian Agricultural Research and Development Institute (CARDI), Departments of Animal Health and Production (DAHP), Fishery Administration (FiA), Forestry Administration (replacing the former Department of Forestry and Wildlife), Provincial Departments of Agriculture, NGOs, and other field extension agents also have extension services.

### **Provincial Departments of Agriculture (PDAs)**

At provincial level, the Provincial Office of Agricultural Extension of PDA provides local level support for district extension staff. PDA coordinates and manages delivery of extension systems to ensure all extension workers and extension services providers are effective and efficiency implemented. PDA has responsibility duties to provide provincial extension planning guidelines and facilitate technical support and advise, training and media services to DAO, which undertake agricultural extension and technology transfer programs with farmers, farmer groups and other communities (value chain actors) in the district or village level.

### **District Agricultural Offices (DAOs)**

Under the MAFF guidelines for agricultural extension in Cambodia, the staff of DAO is responsible for technology transfer programs down into communes and villages and for coordination and integration of agricultural development planning for communes and village levels. The district agricultural teams are managed by and be responsible to the District Agriculture Chiefs.

Within national framework of agricultural extension, PDA and DAO have established commune extension workers and village extension workers with voluntary based to assist DAO staff in extension activities and facilitate and coordinate extension and technology transfer from others extension service providers in the communes and villages.

### Subject Matter Specialist (SMS) Departments/institutions

The provincial and district extension workers receive technical training from Subject Matter Specialists who are located at each provincial office or national department level. SMS departments/institutes include technical department with in MAFF, research institutes like CARDI, and Universities and colleges like Royal University of Agriculture (RUA) are responsible for production, technology research and development, regulation support, human resources development and technical backstopping to provincial and district extension.

### **Field Extension agents**

Field extension agents are from NGOs and Projects (for instance, 'Agricultural Quality Improvement Project'/AQIP and previously, 'Cambodia-Australia Agricultural Extension Project'/CAAEP, both funded by Australian Agency for International Development, AusAID). It also includes private extension service providers are also undertaken extension and technology transfer. With these regards, some private firms are already involved in agricultural extension through contract farming such as British-American Tobacco Cambodia (BAT), Angkor Kasekam Rongroeung and Bandanh Kaksekar. Some NGOs – national and international - and other field extension agents are also taken extension services in districts, communes and villages such as CEDAC (*Centre d'Etudes sur le Développement Agricole du Cambodge*), CelAgrid (Centre for Livestock and Agriculture Development), CARE, etc.

### 4. Agricultural Extension activity

DAE adopts and uses the participatory training and extension approach and methodology for deliver and transfer agricultural knowledge, information and technology with following activities (i) training agricultural technology and extension methodology, (ii) farming system development (participatory assess and planning, and technology development, (iii) farmer organization development and (iv) extension material development

and dissemination and (v) household food security.

The Extension formulates the following priorities and programs:

### 1. Participatory Assessment and Planning:

- (i) Agro-Ecosystems Analysis (AEA): A participatory needs assessment methodology to identify priority farmer problems and development opportunities at the commune level.
- (ii) Commune Agricultural Plans (CAP): An integrated planning process to facilitate the delivery of Technology Implementation Procedures (TIPs) to farmers through the national Decentralisation and Deconcentration (D&D) Planning System and
- (iii) Farming Systems Management Information System (FSMIS): A national database for the storage, management and dissemination of AEA and extension technical packages (TIPs) data to key stakeholders in Cambodia.
- **2. Participatory Technology Development:** A tool to develop technology packages needed by farmers such as TIPs: improved agricultural technologies and supporting materials to solve the major problems identified by Commune AEAs.
- **3. Participatory Training and Extension:** An approach to deliver and transfer technologies and information by building the capacity of extension workers and farmers through extension staff trainings (extension methodology and technical training), farmer field school (discovery based learning, experiential and participatory based learning).
- **4. Extension materials development and dissemination:** A mass media and broadcasting of agricultural technology to assist farmers in increasing quantity and quality of agricultural products through improving awareness and access to knowledge, information and technology of farmers.
- **5. Farmer Organisation Development:** An activity enhancing and empowering local community for production, self-help grouping for production and creating market oriented agricultural products such as agricultural production and input supply groups as well as agricultural cooperatives.
- 6. Household food security: An activity focusing on transfer technology for people living under poverty line (35% of population according to Cambodia Socio-Economic Survey/CSES, National Institute of Statistics/NIS, 2005) and under food poverty line (20%) to improve household food security and income generation through increasing agricultural productivity and diversification in crops, livestock, fisheries and water controls, improving nutrition and health awareness, empowering of local farmer community (saving groups), and promoting community micro-projects.

### 5. Agricultural extension tools, methodology

Agricultural extension adopts and uses the participatory training and extension approach and methodology for deliver and transfer agricultural knowledge, information and technology.

### 3.1. Participatory methods

### a) Participatory Assessment and Planning (PAP)

The Agro-Ecosystem Analysis (AEA) is a participatory analysis tool to identify and prioritize agricultural development needs at commune level, and irrigation system design and irrigated agricultural development. CAEA is currently being also modified to a better address natural resources and environmental management issues and develop integrated land management strategies for each agro-ecological zone in the commune and irrigation scheme.

The CAEA results have integrated in Commune Planning Development (CPD) and the D&D planning process, CAEAs identify and prioritize important problems and opportunities for each agro-ecosystem, and solution and technology for intervention (Annex 2).

As Commune AEA coverage expanded, a means of storing and managing the growing amount of data generated became necessary. A Farming Systems Management Information System (FSMIS) was therefore developed to support the management and transfer of this information among agricultural development stakeholders at the national and provincial levels.

FSMIS software has been installed on the computers of Provincial Offices of Agricultural Extension (OAE) in 17 provinces, and AEA data are entered into the system by OAE staff. The data are used by the province

for management and planning purposes, and are also transferred by CD-ROM to DAE's national FSMIS database in Phnom Penh.

The FSMIS is being used on an ongoing basis by **Research institutes** to match farmer problems with the research technologies available for their solution. By this means, CARDI Research Offices have been able to identify technologies with high farmer demand and are currently preparing extension materials for these technologies in the form of TIPs for use by DAE and other agencies.

The FSMIS is also used by **research institutes** to identify common farmer problems for which no practical solutions currently exist. This helps research institutes identify new research opportunities and to adjust their research portfolio in line with farmer needs (annex 3).

### b) Participatory Technology Development (PTD)

A tool and kit for transfer knowledge, information and technology to farmers and agri-business actors. This tool has been by extension, researchers and farmers through farmer field schools, field demonstrations, farmer-led research, field days and exchange visits.

### c) Participatory Training and Extension (PTE)

A methodology to transfer and deliver technology to farmers and agri-business actors through discovery based learning, experiential based-learning and participatory learning of farmers, extension officers and researchers. Training of trainers (ToT), farmers field schools (FFS), field demonstrations and field days are common tools for extension.

### 3.2. Agricultural extension kits

**Extension materials development and dissemination** develops from research results and outcomes for transferring and dissemination to farmers and agri-business actors. Extension materials consist of Technology Implementation Procedures (TIPs), technical booklets and leaflets, 'Ag.notes', agricultural journals and magazines, posters and mass media broadcasting such as video spots, radio spots and TV debates and fora on agricultural technology, etc.

Technology Implementation Procedures (TIPs) describe improved agricultural technologies that have been developed to solve the major farmer problems identified by Commune AEA. They are intended for use by extension workers, NGOs and others working in agricultural development at the field level. TIPs can be defined as 'The entire package of information, procedures, methods and materials necessary for an extension worker to implement the improved technology.'

### 3.3. Farmer organization development

Farmer organizations and agricultural cooperative are target groups and clients of agricultural extension and researchers for sold services and transfer technology. DAE has been facilitated and support 13,037 farmers' organizations and 81 agricultural cooperatives in Cambodia.

### 3.4. Household food security

DAE in collaboration with field agents carry outs the household food security and poverty reduction program for improving family food production and income through increasing agricultural productivity and diversification such as crops (especially rice), livestock, fisheries and water controls, improving nutrition and health awareness, empowering of local farmer community (saving groups), and promoting community micro-projects. This program is aimed to improve food security and poverty reduction for rural poor farmers, thus significantly contribute towards fulfillment of Cambodian Millennium Development (MDG) No. 1, and it targets "To halve, between 1993 and 2015, the proportion of people whose consumption is less than the national poverty line".

The poor and vulnerable people need extension services and technology support for improving food and income generation through intensification and diversification of crops, livestock, water supply, aquaculture and agro-forestry. The poor and vulnerable groups are generally poor and limited access of extension services, technology and resources (land, credit, inputs, etc.).

### Annex 1:

### **D&D** (Decentralisation and Deconcentration) Local Planning Process and CAP (Commune Agriculture Plan) Development

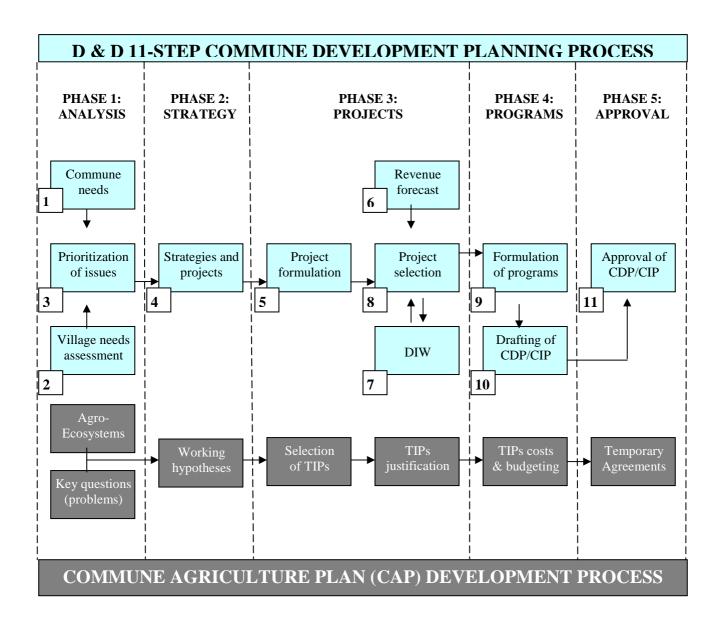
### **Abbreviations:**

CAP : Commune Agriculture Plan CDP : Commune Development Plan CIP : Commune Investment Plan

D&D : Decentralisation and Deconcentration

DIW : District Integration Workshop

TIPs : Technology Implementation Procedures



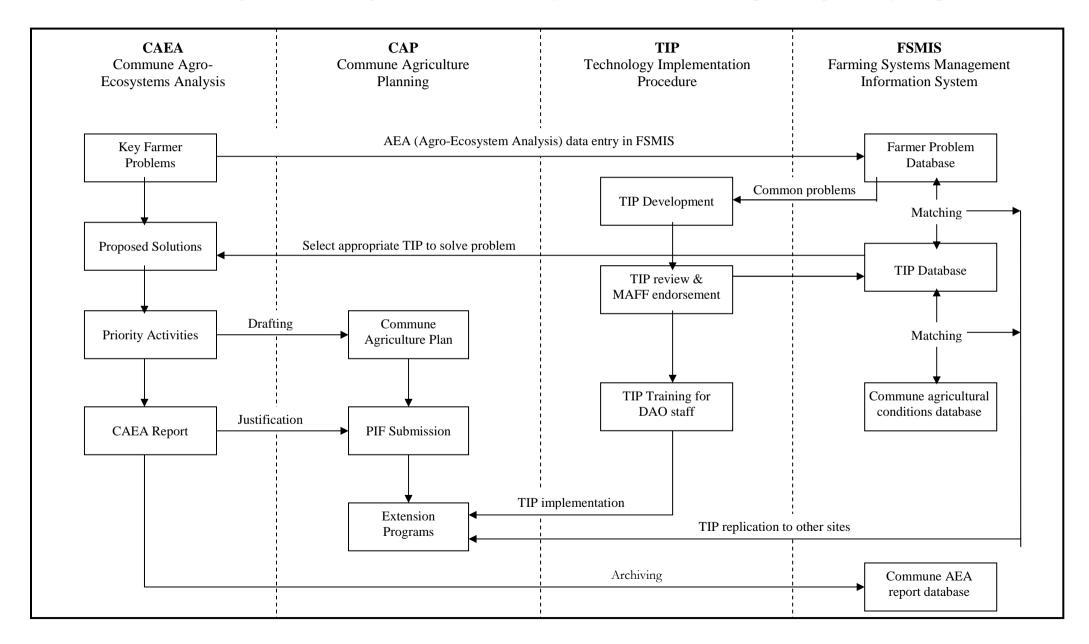
Annex 2:
TIPs (Technology Implementation Procedures) Development Status

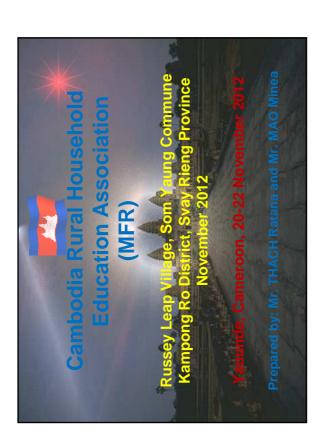
| TIP<br>Subject     |    | Topics Selected                                      | Subject<br>Matter | Com-     | Re     |
|--------------------|----|--|-------------------|----------|--------|
| Area               |    | •  | Specialist (SMS)  | pleted   | quired |
| Rice<br>Production | 1  | Soil identification and fertility management         | CARDI             | <b>✓</b> |        |
|                    | 2  | Lowland rice variety selection                       | CARDI             | <b>✓</b> |        |
|                    | 3  | Rodent control                                       | CARDI             | ✓        |        |
|                    | 4  | Land leveling  | CARDI             | ✓        |        |
|                    | 5  | Seed storage protection                              | AQIP              | ✓        |        |
|                    | 6  | Threshing  | AQIP              | ✓        |        |
|                    | 7  | Drying   | AQIP              | ✓        |        |
|                    | 8  | Wet season aromatic rice                             | CARDI             | ✓        |        |
|                    | 9  | Recession aromatic rice                              | CARDI             | ✓        |        |
|                    | 10 | Rice crop diversification                            | ACIAR             | ✓        |        |
|                    | 11 | Pure line selection of popular traditional varieties | AQIP              | <b>✓</b> |        |
| Home<br>Garden     | 1  | Dry season vegetables                                | DAALI             | ✓        |        |
|                    | 2  | Wet season vegetables                                | DAALI             | ✓        |        |
|                    | 3  | Drip irrigation                                      | IDE               |          | ✓      |
|                    | 4  | Heat tolerant tomato varieties                       | CARDI             |          | ✓      |
|                    | 5  | Biological control of Diamond Back Moth (DBM)        | DAALI             |          | ✓      |
|                    | 6  | Safe pesticide use                                   | CARDI             |          | ✓      |
|                    | 7  | Vegetable post harvest management                    | ACIAR             |          | ✓      |
|                    | 8  | Compost preparation                                  | Individual        | ✓        |        |
| Fruit/Trees        | 1  | Cashew production                                    | Individual        | ✓        |        |
|                    | 2  | Small-scale cashew processing                        | RUA               | ✓        |        |
|                    | 3  | Banana production                                    | CARDI             | ✓        |        |
|                    | 4  | Water melon production                               | CARDI             | ✓        |        |
|                    | 5  | Coconut Brontispa control                            | DAE               | ✓        |        |
| Livestock          | 14 | Single pig fattening                                 | Individual        | ✓        |        |
|                    | 15 | Sow management                                       | Individual        | ✓        |        |
|                    | 16 | Intensive pig management                             | Individual        | ✓        |        |
|                    | 17 | Commune/Village pig vaccination program              | Individual        | ✓        |        |
|                    | 18 | Cattle fattening                                     | Individual        | ✓        |        |
|                    | 19 | Haemorrhagic septicemia vaccination                  | Individual        | ✓        |        |
|                    | 20 | Foot and mouth disease management                    | Individual        | ✓        |        |
|                    | 21 | Leucaena management                                  | DAE               | ✓        |        |
|                    | 22 | Forage legumes and grasses                           | DAE               | ✓        |        |
|                    | 23 | Village hen and chick management                     | CELAGRID          | ✓        |        |
|                    | 24 | Chicken growers and layers                           | CELAGRID          | ✓        |        |
|                    | 25 | Newcastle disease control                            | DAHP              | ✓        |        |
|                    | 26 | Intensive duck management                            | DAHP              | ✓        |        |
| Fish Culture       | 27 | Small pond production                                | DOF               | ✓        |        |
|                    | 28 | Hatchery construction and management                 | DOF               | ✓        |        |
|                    | 29 | Paddy fish management                                | DOF               | ✓        |        |
|                    | 30 | Pagoda fish management                               | CRS               | ✓        |        |
|                    | 31 | Tilapia production                                   | DOF               | ✓        |        |

Abbreviations: see text

Annex 3:

Flow chart showing the National Agricultural Extension System and the relationships amongst its key components





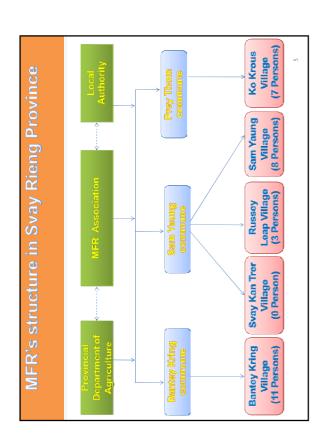
# Objective of Project

- To support education and abandonned youth in order to obtain professional skill for their ownself job
- To increase local careers and reduce migration
- To enhance extension network and education in local youth community in order to increase food security and income generation.

MFR Target Area in Svay Rieng Province Kampong Ro District Commune: 3 Villages Commune: 1 Village Commune: 1 Village MFR target area **Banteay Kring**  3 Communes Sam Yaung **Prey Thom** 5 Villages Total Land: 296,252 ha • 6 Districts + 2 Towns Population: 502,410 inhabitants Svay Rieng Profile Households: 125,380 68 Commune 15 "Sangkat" 690 Villageq

# Duration and Activity of Project

- Project period: 3 years (2011-2013)
- Activity: Train on Crop Rotation System to small scale household (Rice, Corn, Mungbean,...)
- Enroll: Oct. 1st, 2012 to Aug. 2nd, 2013 (10 months)
- Study (theory in class): 30 to 50%
- Practice (field demonstration and own house):
   50 to 70%



# Student Selection Criteries

- Youth abandonning ordinary education and preferring to study in agriculture
- Students studying and interesting in MFR's course (they attended when no official class)
- Youth are be able to read and write in Khmer (from end of primary school or over)
- Their age varies from 15 to 27 years old
- Women are encouraged
- Prefer to study in agriculture
- Willing to obtain personal skills

## Youth School Establishment Procedure

- Disseminate (authority, stakeholders, community) the MFR project and the advantage of the youth school
- Conduct the Training Need Assessment/TNA (1-2 months)
- Announcement on the project start up and students selection (1 month)
- Recruite Trainers (Commune Extension Worker/ASEC) (2-3 weeks)
  - Training of Trainers/ToT (2 weeks)
- Prepare the course layout, classroom and field demonstration
- Training course starting

### Curriculum

# A- General knowledge (1 week, 30 hours)

- Sport (2 hours)
- Biology (2 hours)
- Practice (2 hours)
- Geography and History (2 hours)
- Khmer language (4 hours)
- Mathematic (4 hours)
- Agricultural technique (10 hours)
- Food processing (4 hours)

### Curriculum

# B-Agricultural Technique (skill)

- Rice Crop (SRI)
  - Vegetables
- Mushroom growing
- Post-harvest technology on rice crop
- Pig raising
- Fish raising

### C- Practice

- Demonstration
  - Ownself



## Constraints

- Understanding of the project is limited by both farmers and MFR's staff
- Students were busy with their own family and to sale labor to make money (17-20= 65%)
- Migration to find jobs (factories...)
- More students are willing to study but the class is far from their home (3 communes have only 1 class).

# Training Lay-out

### **Technical Training**

- 6 hrs/ day
- 3 hrs/morning +3 hrs/ afternoon

### Practicing

- "Da Poc" seedling
- Transplanting (SRI)



students(Female 10): The total of 28 youth

- Abandonned student 22
- (Female 7) Official studying student 6 (Female 3)

# Reccomendation and Suggestion

- Widely disseminate the MFR project to the community in target area
- Student amount in classroom should be 10-15 persons
  - Class location should respond to the real situation
- Organize the field visit/study related to the training topics at public and private farm or company (learn and get more experience)
- Capacity building and strenthening the M&E system of the training program to MFR association
- Create training course on off-farm skill (processing, tailor/ sewing, small scale mechanic repairing...)
- Continue to seek supporting partners
- AFD should support MFR project to spread out more target areas in Cambodia (poorest area).

### Présentation du coordonateur des Actes

**Igor Besson**, agro-économiste et docteur d'AgroParisTech, 48 ans, est chargé de mission pour le Réseau international FAR depuis mars 2010 où il a en particulier la responsabilité de la coordination et de la valorisation des études dans le cadre du programme ADEX.FAR financé par l'Agence française de Développement (AFD).



Il contribue également à la mise en œuvre des trois autres composantes de ce projet qui sont :

- La mutualisation, la capitalisation et la diffusion de références sur les politiques et les dispositifs de formation professionnelle et technique en milieu rural;
- Le renforcement des compétences et des capacités d'intervention des acteurs en charge de l'élaboration de stratégies nationales et de la mise en œuvre des dispositifs de FAR;
- La recherche de synergies et de partenariats entre acteurs et développement d'argumentaires nécessaires aux décisions relatives au développement des dispositifs de FAR en faveur de la formation des producteurs.

Igor Besson a travaillé neuf ans en recherche-développement agricole en Thaïlande et neuf ans comme consultant indépendant en développement agricole et rural au Laos, Philippines, Cambodge, en Guinée Bissau et à Madagascar. Il a l'expérience de l'enseignement et de la formation agricole à différents niveaux, du post-primaire au supérieur court et long en passant par la formation continue – « on the job-training » - des producteurs, des techniciens et des enseignants.

### Présentation du réseau international FAR

Le Réseau international FAR – **Formation Agricole et Rurale** – rassemble des personnes impliquées dans la conception, la gestion, le pilotage, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de dispositifs de formation technique et professionnelle visant un renforcement des capacités des populations rurales susceptibles de permettre à ces dernières de devenir actrices de leur propre développement.

Ses objectifs sont de favoriser les échanges sur les problématiques de rénovation des dispositifs de formation, de contribuer à la production et à la diffusion d'informations et d'expériences sur ces thèmes, et de sensibiliser les décideurs aux enjeux et conditions de la mise en place de formations professionnelles pertinentes, efficientes et financièrement soutenables, au sein de systèmes nationaux cohérents.

Le Réseau a été créé en 2006 à la suite d'une conférence organisée en mai-juin de l'année précédente à Ouagadougou, Burkina Faso, sur le thème « Formation de masse en milieu rural : éléments de réflexion pour la définition d'une politique nationale ». Il associe des acteurs de différentes organisations au sein d'un comité de pilotage comprenant les treize pays suivants : Algérie, Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, France, Guinée, Madagascar, Mali, Maroc, Sénégal, Tchad et Tunisie.

Le Réseau a créé l'**Association Réseau international FAR** en 2012 afin de faciliter les relations avec les institutions et organisations internationales et nationales agissant en faveur du développement. Cette personnalité juridique propre ouvre de nouvelles potentialités de soutien et de coopération.

Pour plus d'information,

visitez : www.reseau-far.com



